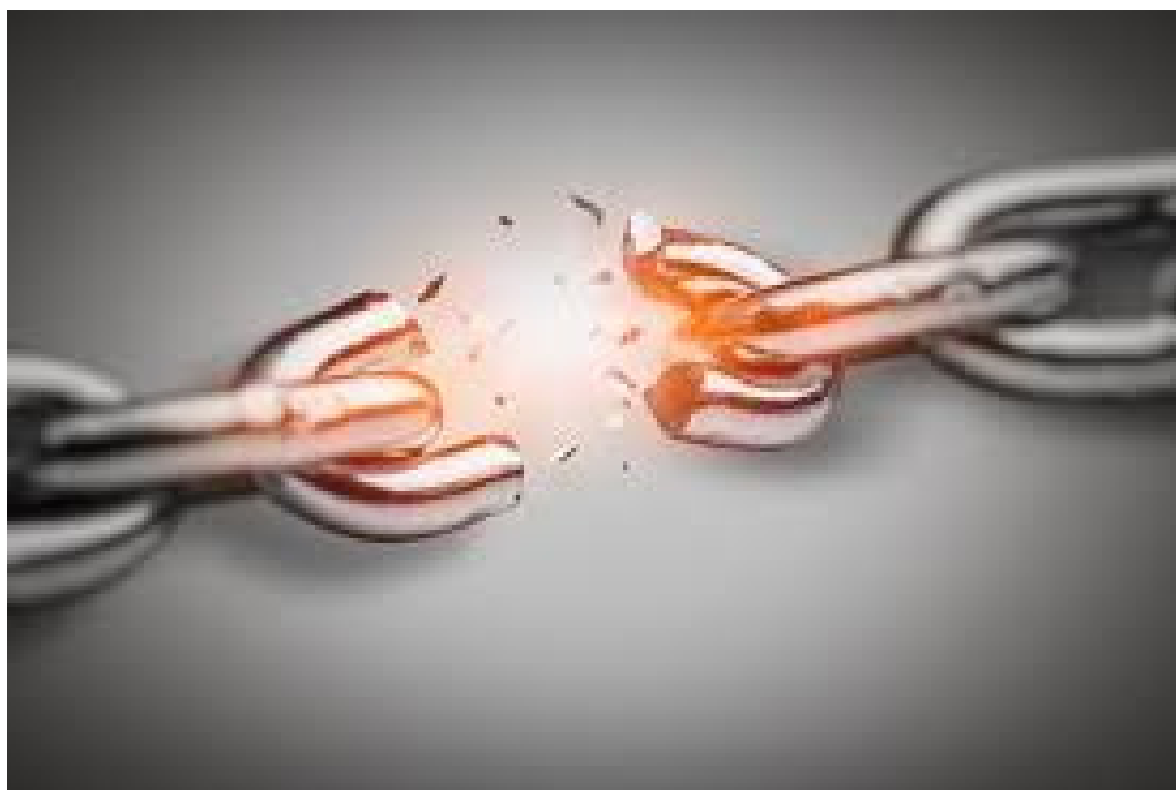


La rupture

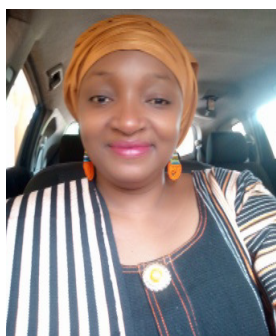
– Rapport d'activités 2024 –



Bamako, Juin 2025



De droite à gauche: Djénéba Diarra (Assistante de recherche) – Ousmane Z Traoré (Responsable DEF) – Moussa Coulibaly (Responsable DAF) – Boubacar Bougoudogo (Responsable DER) – Badiégué Diallo (Comptable) – Pr. Massa Coulibaly (Directeur exécutif)

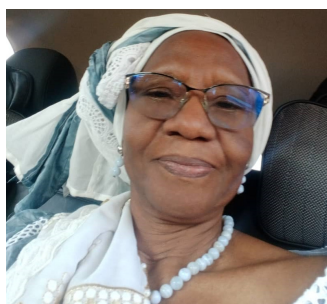


Fatoumata Sow (Responsable DIC)

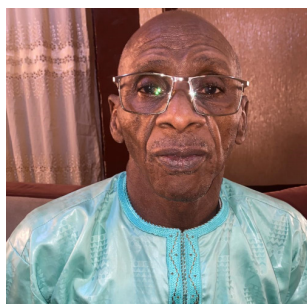


Lansine Sountoura (Chercheur associé)

Membres du Comité d'orientation (CO)



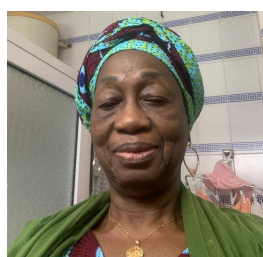
Coumba Touré



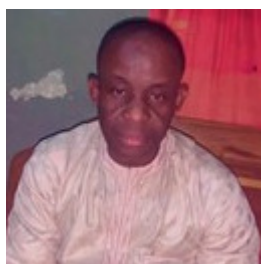
Modibo Dolo



Aoua Saran Dembélé



Nafissatou Konaré



Me. Diakaridia Djiré

Table des matières

Avant-propos	4
Résumé exécutif	10
Introduction	11
1. Études et recherche	12
1.1. Modèles et stratégies de développement	12
1.1.1. Cadrage macroéconomique	12
1.1.2. Elaboration d'une MCS dans le système comptable 2008	14
1.1.3. Scénarios d'évolution du système Mali	15
1.2. Etudes d'impacts	17
1.2.1. Impacts du retrait du Mali de la CEDEAO sur l'emploi et la formation	17
1.2.2. Effets du travail domestique sur l'autonomisation des femmes	20
1.3. Capital humain et genre	22
1.3.1. Marché du travail et réponses politiques	22
1.3.2. Identité nationale et liens sociaux	24
1.3.3. Opportunités d'emplois dans l'économie des soins	25
1.3.4. Femmes et gestion des conflits	28
1.4. Démocratie et gouvernance	30
1.4.1. Offre et demande de démocratie	30
1.4.2. Mesure de la corruption et réponses politiques	32
1.4.3. Transparence, participation et contrôle budgétaire	33
1.5. Recherche de partenariat pour études et recherche	35
1.5.1. Analyse situationnelle sur le handicap	35
1.5.2. Cartes de pauvreté communale	36
1.5.3. Pauvreté et parité de pouvoir d'achat	36
1.5.4. Inégalités de répartition de la densité des infrastructures sociales de base	37
1.5.5. Personnes avec handicap face à l'éducation et à l'emploi	38
1.5.6. Pauvreté et protection sociale	38
1.5.7. Analyse rapide du genre	39
2. Enquêtes	41
2.1. Enquête mondiale d'opinion auprès des entreprises	41
2.2. Enquête de perceptions sur la démocratie et la gouvernance	41
2.3. Femmes et organismes formels de prévention et de gestion des conflits	42
2.4. Entretiens avec les acteurs de l'économie des soins	42
2.5. Collecte des données auprès des projets CEDEAO	43
3. Formation et renforcement des capacités	44
3.1. Ateliers de formation	44
3.1.1. Modélisation en équilibre général calculable	44
3.1.2. Initiation au logiciel GAMS	45
3.2. Renforcement de capacités	46
3.2.1. Cadrage macro-budgétaire par MME_DNPD	46
3.2.2. Elaboration de la matrice de comptabilité sociale	46
3.2.3. Programmation et modélisation sur Julia	46

4.	Communication et information	48
4.1.	Dissémination.....	48
	Dissémination de l'Etude sur les causes et les effets du divorce.....	48
4.2.	Ateliers, séminaires et conférences	48
4.2.1.	Identification des canaux de transmission dans un modèle macro-climatique.....	48
4.2.2.	Analyse des ressources en eau par modélisation macro-climatique.....	49
4.2.3.	Validation des résultats du cadrage macroéconomique actualisés	49
4.2.4.	Réponses du CPM aux besoins de cadrage de l'ENP Mali 2063	50
4.2.5.	Présentation des résultats du cadrage de la vision Mali 2063	50
4.2.6.	Consultations avec les parties prenantes sur l'offre de soins rémunérés.....	51
4.2.7.	Breakfast-meeting-on-care-economy	51
4.2.8.	Célébration du 25 ^{ème} anniversaire de Afrobarometer	52
4.3.	Ateliers de validation scientifique.....	53
4.3.1.	Analyse de la collecte des données science, technologie et innovation	53
4.3.2.	TDR des études sur la santé numérique et du diagnostic de la mendicité.....	54
4.3.3.	Validation du protocole de recherche sur la santé numérique.....	54
4.3.4.	Examen technique du rapport provisoire de recherche sur la santé numérique.....	55
4.3.5.	TDR des études sur l'éducation pour le développement et l'agriculture intelligente....	55
4.3.6.	Validation de l'éducation pour le développement et l'agriculture intelligente	56
4.4.	GREAT_Café	56
5.	Publications	59
5.1.	Les GREAT_Cahiers.....	59
5.2.	Le GREAT_Savoir	60
5.3.	La Great_Formation	62
5.4.	Base de connaissances.....	62
6.	Partenariat.....	63
6.1.	Institutions de recherche.....	63
6.2.	Administration publique.....	63
6.3.	Partenaires techniques et financiers.....	64
7.	Fonctionnement institutionnel	65
7.1.	Programmation et responsabilisation des activités.....	65
7.2.	Réunions statutaires.....	65
8.	Suivi budgétaire	67
8.1.	Système de gestion	67
8.2.	Structure et évolution des dépenses.....	67
8.3.	Sources de financement.....	68
9.	Programme d'activités 2025.....	69
	Conclusions	71



Lorsqu'en janvier 1935, Keynes écrivait à George Bernard Shaw, il manifestait son ambition de "révolutionner la manière dont le monde pense les problèmes économiques", aussi bien au temps présent que pour l'avenir à moyen et long terme. Voilà une invite à la réflexion économique, mais pas seulement, pour la période actuelle faite de rupture dans le monde, surtout sur le continent avec des cadres d'évolution jusqu'ici défavorables. Cette réflexion doit accompagner au Mali le processus de sortie

de crises multiformes et de rupture pour une souveraineté retrouvée, crises sécuritaire, économique, financière et politique. Elle interroge les politiques publiques jusqu'ici mises en œuvre, aux multiples plans, sécuritaire, économique, diplomatique et d'intégration régionale et continentale. Leurs objectifs ont-ils été atteints, sécurisation du territoire, des personnes et de leurs biens, croissance économique, équilibre des échanges extérieurs et équilibre des finances publiques, etc. La théorie du changement touchera les stratégies de développement, la géopolitique et la géostratégie, les politiques macroéconomiques et budgétaires, la gouvernance politique et sécuritaire, la transformation structurelle de l'économie et des politiques de promotion des infrastructures, du capital humain et du crédit à l'économie.

La rupture vise à remettre le pays d'années de guerre, de mauvaise gestion gouvernementale, de conflits armés et de lutte contre le terrorisme international, sans faire l'impasse sur l'innovation technologique et l'accumulation de connaissances centrées sur les ordinateurs, les technologies de l'information et les réseaux de communication, jusqu'à l'intelligence artificielle qui bouleverse l'économie du savoir en la substituant à l'économie de l'allocation des ressources. Elle doit promouvoir la sécurité, la bonne gouvernance et la fabrication industrielle durable pour le bien-être des générations présentes et futures.

Vu l'échec des politiques passées, le Mali doit à la fois faire son économie de guerre (puisque bien qu'en guerre le pays n'a pas expérimenté l'économie de guerre qui voudrait que la production soit essentiellement tournée vers les objectifs de la guerre, le pays a plutôt consacré toute la finance publique à l'effort de guerre sans une industrie voire une agriculture au service de la guerre) et aller à une nouvelle politique économique celle de la rupture d'avec toutes les politiques jusqu'ici mises en œuvre sous inspiration occidentale surtout de la finance internationale. Cela est d'autant plus nécessaire qu'à la crise sécuritaire se greffent les crises énergétique et d'approvisionnement des populations en biens et services de première nécessité. Sans amélioration progressive de la situation d'ensemble du pays et du bien-être de ses populations, l'on court le risque de nouveaux soubresauts politiques aux conséquences imprévisibles et dont la vraisemblance d'occurrence résulte du fait que notre démocratie est loin d'avoir résolu les contradictions fondamentales de la société dont l'opposition aux forces impérialistes dominantes, le maintien de la paysannerie rurale dans la misère, la non satisfaction des revendications syndicales et patronales.

La rupture s'opère dans un contexte où la volonté souverainiste affichée fait face à des crises multiples, certaines appelant à des réactions urgentes, aussi bien économiques que politiques, pour ne pas mettre à mal le souverainisme. Cette réactivité consistera à ajuster sa programmation initiale, ajuster son objectif principal comme par exemple la défense du territoire pour des mesures d'urgence en faveur de la paix sociale en vue de la poursuite de sa stratégie globale. De nombreuses urgences sont à redouter, la contre-révolution ou à tout le moins la contre-rupture interne, des agressions extérieures, des révoltes internes sous le poids d'un quotidien qui deviendrait insupportable, fait par exemple de famine, d'épidémies et d'absence de liens sociaux salvateurs, etc. D'autres situations d'urgence auxquelles il faudrait faire face incluraient l'émergence de milices, le maintien de dirigeants corrompus, l'immixtion des forces étrangères dans l'élaboration des plans et stratégies nationales et sectorielles, le recours ininterrompu et amplifié à l'aide extérieure, etc.

Malgré leur sacrosainte domination dans la littérature économique, les théories économiques fondées sur la toute puissance du marché, mise à mal par la crise de 2008-2009 synonyme d'échec de la théorie des marchés autorégulateurs, des critiques fécondes en ont été proposées et tout aussi robustes et fructueuses comme le montre la théorie du chaos (une des théories scientifiques les plus révolutionnaires du 20^{ème} siècle, à côté de la théorie de la relativité générale et de la mécanique quantique) appliquée à l'économie. L'auteure canadienne, Naomi Klein, dans "La stratégie du choc" (2007) trouve que les crises et les désastres créent un état de désorientation et de chaos qui permet aux élites de mettre en œuvre des politiques économiques radicales sans opposition significative¹. Appliquée à l'économie et même plus largement aux sciences sociales², cette théorie du chaos veut qu'on étudie la dynamique des conflits sociaux, la diffusion des idées et des innovations, l'évolution des institutions et des structures sociales, ainsi que les processus de prise de décision collective. Comme élément fondamental de cette théorie, l'effet papillon qui nous rappelle que le monde est profondément interconnecté, de sorte qu'un petit événement peut influencer un système complexe beaucoup plus vaste. Bref, ce sont les petites choses qui changent vraiment le monde et pas forcément des choses comme les grosses bombes, les politiciens maniaques, les énormes tremblements de terre ou les vastes mouvements de population. En d'autres termes, nos actions comptent pour modifier la trajectoire du monde, même si elles sont minimes.

Le monde entier est dans l'expectative avec inquiétude quant à l'issue de la guerre en Ukraine (guerre qui exacerbe les crises énergétique et alimentaire), la persistance des menaces sanitaires pandémiques, l'incertitude dans l'évolution des relations internationales en mutation entre les Etats-Unis et leurs alliés de l'Europe occidentale ou encore entre les Etats-Unis et d'autres puissances comme la Russie et la Chine, les tensions géopolitiques qui se sont intensifiées ces dernières années, le désordre mondial ambiant plutôt que l'ordre mondial rêvé à la suite de la fin de la guerre froide, un ordre global unifié basé sur des valeurs universelles, bref, deux mots clés, instabilité et incertitude.

Face à autant de défis, il est heureux que nous connaissions de nos jours aussi des progrès technologiques jamais égalés, des effervescences politiques un peu partout dans le monde y compris en Afrique, des aspirations libératoires. Dès lors, si les vieux modèles surannés de développement ont peu d'avenir, il faut en créer de nouveaux qui allient la satisfaction du bien commun à celle des intérêts légitimes. Pour rompre avec l'économisme mainstream³, il

¹ Cité dans Laurent Hublet (2025), Chronique | Tout est chaos, 22 février

² Sophie Dubois (2024), Introduction à la théorie du chaos : Un défi à la prédictibilité, 12 septembre

³ James K. Galbraith (2010), Mais qui sont donc ces économistes ? Retour sur ceux qui avaient donné l'alarme sans être entendus, 23 février

faut (i) remplacer une économie des marchés par une économie des organisations (entreprises, gouvernements, syndicats et autres organisations) mettant l'accent sur les structures de gouvernance, les contre-pouvoirs et l'efficacité des efforts entrepris collectivement en vue d'objectifs communs, (ii) élargir le champ académique et donner de la visibilité à des travaux qui nous sont réellement utiles pour faire face aux terribles problèmes économiques de notre époque.

A l'échelle du monde, la rupture majeure consiste en une remise en cause des avantages supposés du libre-échange, de l'ordre économique international libéral et de l'ordre politique mondial. En effet, depuis les années 1970, le système économique international⁴ est déterminé par (i) la chute du système de Bretton Woods, l'objectif de stabilité et le principe de solidarité cédant la place à l'objectif de compétitivité et au principe de libre concurrence sur les marchés monétaires, (ii) l'élargissement du champ des règles commerciales aux obstacles non tarifaires par la réglementation des mesures antidumping et des subventions ainsi que par la législation sur les droits de propriété intellectuelle, les normes et standards, les mesures affectant les investissements, (iii) la mondialisation faisant des multinationales des vecteurs structurants des flux du commerce et de l'investissement, lesquelles multinationales organisent non seulement le commerce, mais aussi la production sur la base de chaînes de valeur globales intégrant des composantes (biens et services) qui mettent en réseaux les pays et structurent leurs relations économiques.

Evidemment, la rupture se forge dans le feu de l'action de manière provisoire en rapport avec le contexte. Sans une véritable politique publique de rupture, il y a risque de retour à l'ancien système considéré idyllique, et donc de continuité résultant du passage de l'enthousiasme à la peur, peur de perdre des acquis, de provoquer un désordre social, toute attitude faisant de la rupture un phénomène de déstabilisation voire d'anarchie, au lieu d'ouvrir de véritables stratégies de gestion des risques. C'est pourquoi, il faut distinguer la rupture qui favorise l'innovation de celle qui suscite plutôt le besoin de continuité, voire la restauration sous une autre forme d'une situation prérévolutionnaire. Face à cela, la rupture ne consistera pas en une série de mesures d'amélioration des gains du Mali par augmentation des exportations, augmentation des prix des produits exportés, réduction des bénéfices transférés vers les multinationales opérant sur place, intégration régionale sud-sud mais plutôt en une transformation radicale des structures de dépendance, ce d'autant plus que les gains aux échanges ne profitent qu'à une minorité sans rien changer aux conditions de vie des populations. Dans cette voie, plutôt révolutionnaire que réformiste, il faut des alternatives aux modèles occidentaux de développement sans revendication pour nous des mêmes modèles de consommation et sans mendier des transferts de technologies et autres investissements directs étrangers.

Ces alternatives viseront, entre autres, à (i) orienter la consommation vers la satisfaction des besoins essentiels (alimentaire et nutritionnel, emploi, santé et espérance de vie raisonnable, éducation, habitat convenable), d'où l'exigence d'un revenu minimal pour que les couches de population défavorisées obtiennent le pouvoir d'achat nécessaire pour assurer la satisfaction de leurs besoins essentiels, et (ii) augmenter la productivité des petites exploitations agricoles par des actions comme introduire des facilités de crédit à des taux abordables, assurer l'approvisionnement en eau pour la consommation aussi bien que pour l'irrigation, continuer les recherches sur les semences et les engrais, favoriser la vulgarisation des résultats de la

⁴ Erick Duchesne, Michèle Rioux (2019), Les grandes ruptures dans l'histoire moderne du commerce mondial, 4 janvier, in "Les grands dossiers de diplomatie n°47, vers une guerre commerciale mondiale ? octobre-novembre 2018

recherche, mieux former les animateurs et décentraliser les services de l'Etat vers la campagne en vue d'une amélioration de la production agricole.

Malgré un contexte national plutôt difficile, croissance faible et ni pro-pauvre ni pro-emploi, gestion austère des finances publiques (rigueur budgétaire, monétaire et salariale), stagnation de l'investissement productif, niveau élevé du chômage et déséquilibre extérieur, malgré tout, des marges de manœuvre existent grâce, entre autres, à la baisse des prix du pétrole, des devises fortes et des taux d'intérêt, et à l'interne, le débat en cours sur les objectifs de la politique économique et le renouveau de la planification, à l'instar des plans quinquennaux et triennaux passés, 1961-65, 1970-72, 1974-78 et 1981-85. Ce dernier aura été sacrifié sur l'autel des DSRP en tant que catalogue de mesures dans tous les domaines plutôt qu'un plan ou même une stratégie de développement.

Toute rupture doit accomplir de grandes choses, aux multiples plans sécuritaire, diplomatique et économique. Le monde dans lequel nous vivons est clairement irrationnel ou fait preuve d'une rationalité peu humaine, sinon beaucoup d'iniquités ne seraient aujourd'hui que de vieux souvenirs, à l'instar de la dette monétaire de la France envers ses anciennes colonies et plus largement l'endettement excessif des pays pauvres. Au lieu de quoi, recours est fait à des PPTE dont le bénéfice est assujéti à un endettement intolérable, à des mesures de privatisation et de dérégulation tous azimuts, le tout pour générer des ressources destinées au remboursement de la dette. Au final, toutes ces politiques d'aide font partie du problème et non de la solution. Quand on aura dit ça, peut-on encore se plaindre de la raréfaction de l'aide? Oui et non, oui si l'aide est prélevée sur les surplus d'exploitation des ressources, agricoles et minières, non si les donateurs sont encore libres de faire de leur "argent" ce qu'ils veulent.

Au contraire cependant, cette raréfaction doit éveiller les consciences et sortir de la soustraitance de nos responsabilités à des puissances extérieures. C'est l'alerte donnée par Célestin Monga, dans une interview au journal "Le monde"⁵ pour qui (i) prétendre que les secteurs sociaux dépendent de l'aide est une illusion comptable car 75% des budgets d'éducation et de santé sont constitués de salaires, qui ne sont pas payés par les donateurs, mais par les Etats, (ii) mieux, la plupart des pays africains ont signé des programmes avec le FMI pour pouvoir bénéficier de ses financements sous condition de coupes budgétaires impactant négativement les investissements, enfin ces dépenses d'investissement comprimées par le FMI et réduites à la portion congrue sont soumises aux donateurs pour financement. Il en résulte, selon ses propres termes, "une industrie de la misère et de la charité" rendue possible par les pays africains qui n'opposent pas de stratégies crédibles de transformation, se contentant chaque mois de trouver de l'argent pour payer les fonctionnaires et l'armée, et ne développent pas l'économie qui permettrait d'élargir l'assiette fiscale, de générer des recettes budgétaires et de se libérer de cette dictature exotique de la pitié imposée par Washington. L'économiste tranche qu'au lieu de se gaspiller à négocier de petits appuis budgétaires, ou le financement de microscopiques projets sans impact sur l'économie, il vaut mieux créer des zones économiques spéciales et y attirer des capitaux privés domestiques et extérieurs, pour enclencher l'industrialisation et créer des emplois.

Dans le cas du Mali qui sort des événements de 2012 et de la crise qui en a suivi en tant que crise structurelle à la fois morale, politique et économique, aux racines anciennes, crise d'autant plus profonde que le Mali était un modèle de démocratie en Afrique. Il ne s'agit pas

⁵ Laurence Caramel (2025), "Pleurnicher pour l'aide n'est pas une stratégie de développement pour l'Afrique", Entretien au 'Monde' avec l'économiste camerounais Célestin Monga, 14 février

dès lors et encore plus aujourd'hui de remettre le pays en état de marche, surtout par l'aide extérieure en tout genre mais d'opérer une véritable rupture avec le passé, y compris en s'affranchissant de la bonne gouvernance sauce occidentale. Dans cette perspective, il faut, à l'instar de la refondation des forces de défense et de sécurité, refonder la gouvernance, refonder la nation, redéfinir une politique régionale de paix et de sécurité associant la société civile, à l'instar aujourd'hui de l'AES, refonder la stratégie de développement économique, stratégie pensée et mise en œuvre de façon endogène et non plus sous forme de "copier-coller" des préceptes et objectifs des institutions internationales, coupées des réalités du Mali, bref inventer son propre itinéraire singulier de développement, ce qui implique de résister à la tentation de reproduire un itinéraire du développement qui relèverait du 19^{ème} ou du 20^{ème} siècle, et en particulier celui si fascinant de la Chine, mais reposant sur une abondante main-d'œuvre et manifestement non soutenable⁶ sous nos tropiques.

Des alternatives sont nécessaires à des politiques ayant conduit à l'accroissement de la pauvreté, de l'inégalité et de l'insécurité dans le monde ainsi qu'à l'augmentation des tensions entre couches sociales, alimentant les mouvements extrémistes et délégitimant les systèmes politiques démocratiques. La politique de la planification au lendemain des indépendances marque la première grande rupture avec la gestion coloniale du développement. En dépit de leurs résultats plutôt à l'opposé de leurs prétentions affichées, les programmes d'ajustement structurel, dans toutes leurs formes de DSRP et PPTE, marquent une autre rupture majeure face aux politiques jusqu'alors en vigueur. Dans les deux cas, ce sont des crises profondes qui les ont justifié et permis qu'elles soient acceptées et mises en œuvre sans trop d'opposition. C'est l'ère d'une nouvelle rupture, plus vaste et plus ambitieuse que les précédentes. On se souviendra que la restructuration d'une économie exige une planification à long terme aux multiples composants, réforme du régime fiscal, celle du secteur financier et celle du cadre réglementaire de l'activité économique, etc. En période de crise comme maintenant et ce depuis plus d'une décennie, il faut des politiques ambitieuses, pour sortir le pays de l'ornière, la crise ne saurait en appeler à l'inaction, bien au contraire elle réclame l'urgence des réformes dans tous les secteurs de la vie économique et sociale.

Dans une phase post-traumatique, comme celle de la pandémie et du terrorisme triomphant, marquée par l'incertitude⁷, la politique économique doit être à la fois réactive (pour s'adapter à un contexte évolutif) et lisible (pour guider les anticipations des ménages et des entreprises et leur insuffler de la confiance). Il peut s'agir de mesures de soutien au pouvoir d'achat, comme une baisse de la TVA, de plans de soutien aux secteurs industriels, d'indemnisation des PME/PMI, de distribution des crédits garantis aux entreprises, etc. A court terme, trois arbitrages sont à opérer⁸, en termes de choix entre gains et coûts, à savoir (i) le choix entre le soutien financier aux entreprises et le coût pour les finances publiques, avec pour réponse le choix d'un ensemble de mesures pour éviter des vagues de faillites, politique dite du "quoi qu'il en coûte", (ii) le ciblage des aides en évitant les "effets d'aubaine" (induits par le transfert de ressources à des entreprises liquides et solvables et/ou par le soutien à des entreprises qui ont certes besoin d'argent, mais qui sont peu productives et auraient dû faire faillite autrement – entreprises dites "zombies"), et (iii) le choix de l'offre de liquidité aux

⁶ Pierre Calame (2015), Inventer un modèle économique pour développer le Mali, in Dossier: Expressions Magazine n°702, février

⁷ Philippe Martin, Jean Pisani-Ferry, Xavier Ragot (2020), Une stratégie économique face à la crise, in Les notes du Conseil d'analyse économique n°57, juillet

⁸ Xavier Ragot (2022), Aider les entreprises en période de crise : L'intérêt des microsimulations sur données d'entreprises, in Economie et statistique 532-33, 63-69

entreprises, soit par des subventions directes, soit par des prêts garantis et autres, chacun de ces outils ayant des coûts différenciés pour les finances publiques.

Historiquement, les pays et leurs dirigeants ont expérimenté des politiques de sortie de crise telles que (i) les USA ont mis en œuvre le New Deal en tant que programme de relance (construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux, de barrages, etc.), de réorganisation de l'industrie, de soutien à l'agriculture, de réglementation de l'activité des banques, de rétablissement du contrôle des changes et de dévaluation du dollar pour relancer les exportations, (ii) la Grande-Bretagne dévalua la livre, releva ses droits de douane et l'État augmenta ses investissements, (iii) l'Allemagne hitlérienne s'engagea dans la voie du réarmement et d'une militarisation de la société, supprima toute opposition, et chercha à se doter d'un espace vital en élargissant ses frontières, (iv) l'Italie et le Japon suivirent la même voie, qui déboucha sur la seconde guerre mondiale, etc. Aussi, faut-il rappeler⁹ que le retour de 1929 n'a jusqu'ici été évité que grâce aux interventions massives des banques centrales américaine et européenne qui injectent des centaines de milliards de dollars et d'euros dans le circuit bancaire, et aux plans de relance gigantesques annoncés dans ces mêmes Etats et en Chine. Tout aussi historiquement, il en ressort que des crises économiques, combinées à des crises sociale et politique, débouchent sur des changements de société. Les crises comme celle de 1929 ont conduit à des guerres et à des régimes politiques autocratiques, celles actuelles touchant l'énergie, l'alimentation, le changement climatique, le pouvoir d'achat et la confiance dans la capacité d'autorégulation du capitalisme déréglementé accroissent la concurrence entre pays. Elles en appellent à mettre en œuvre un autre "New Deal" à la Paul Krugman, pour un développement durable et maîtrisé, le plein emploi et la satisfaction des besoins humains fondamentaux, et non la rentabilité financière individuelle de court terme.

Le dépassement de la crise actuelle prendrait alors la forme d'un changement de société, équivalant au dépassement de la transition pour une véritable rupture d'où l'économie politique de la rupture comme nouveau paradigme. A l'ère des ruptures, l'Etat est appelé à offrir à l'ensemble des citoyens un filet de sécurité, opérer une large redistribution des revenus, bref réduire les inégalités de revenus et promouvoir l'égalité des chances. Malheureusement, jusqu'ici, les politiques économiques en vigueur ont une prédominance conjoncturelle axée sur l'équilibre budgétaire et la stabilité des prix. Elles consistent à agir soit sur l'emploi (politiques de relance) soit sur l'inflation (politique de rigueur). La rupture exige que soit actionnée la dimension structurelle de long terme avec des politiques hardies visant à opérer des changements économiques majeurs comme des politiques industrielle, de la concurrence, de la recherche&développement, etc. A plus long terme, recours doit être fait à la prospective incluant l'analyse structurelle pour asseoir des scénarios d'évolution de la société et des stratégies appropriées de développement transformatrices de la société dans une théorie du changement porteuse de sursaut national. Toutes les politiques publiques doivent permettre de faire face aux défis de souveraineté économique, d'industrialisation, de formalisation de l'économie ou de sortie de la dualité, de révision critique de la décentralisation et d'autres stratégies jusqu'ici proposées, par-dessus tout, le défi de la rupture telle qu'entamée au Sahel.

⁹ Pierre Bezbakh (2009), Les crises dans l'histoire, in http://www.constructif.fr/bibliotheque/2009-3/les-crisis-dans-l-histoire.html?item_id=2925

Résumé exécutif

En 2024, le Mali a continué à faire face à une crise multidimensionnelle survenue depuis une douzaine d'années et ayant quelque peu remis en cause les fondements de son existence. L'insécurité qui a commencé au nord du pays s'est étendue à ce jour à l'ensemble du territoire national, même la capitale Bamako n'a pas été épargnée par les attaques terroristes. Cette situation a pesé sur l'économie de façon générale.

GREAT, un Think tank national, n'a pas échappé aux conséquences de la crise multidimensionnelle puisque bien de partenaires extérieurs se sont détournés du pays. De plus, le pays confronté à un défi sécuritaire n'arrive pas à mobiliser suffisamment de ressources pour financer la recherche-innovation, alternative qui aurait permis à GREAT de s'adapter au contexte difficile. Malgré cet état de fait, GREAT a pu exécuter une douzaine d'études et recherche sur une trentaine de prévus. Ces études et recherche sont relatives aux domaines de la modélisation et stratégie de développement, des études d'impacts, du capital humain et genre et de la démocratie et gouvernance. En plus des domaines des études et recherche, GREAT a mené des enquêtes de perception auprès des citoyens maliens relativement au climat des affaires, à la démocratie et la gouvernance, à la prévention et à la gestion des conflits, à l'économie de soins et de la sortie du pays de la CEDEAO. Le point culminant de ce domaine a été la planification, la mise en œuvre et la rédaction de rapports ainsi que des disséminations sur la démocratie et la gouvernance au Mali en partenariat avec le réseau Afrobarometer. GREAT a pu ainsi mobiliser une trentaine de cadres (formateurs, superviseurs, enquêteurs, chauffeurs, etc.) pendant 2 semaines sur l'ensemble du territoire malgré le niveau d'insécurité pour recueillir les perceptions des populations sur des enjeux nationaux. L'exploitation de ces données constitue un outil majeur d'aide à la décision.

Pour mobiliser davantage de ressources au niveau national, GREAT a postulé à 7 offres d'études et de recherche qui n'ont malheureusement pu être fructueuses. Cette situation constitue un défi important pour la structure qui malgré l'existence de compétences avérées a encore de la difficulté à s'insérer dans les canevas de certains partenaires. Pour ce faire, GREAT devrait envisager un renforcement de capacités de son personnel dans ce sens et être plus efficace au cours des prochaines années puisque le marché intérieur sera le principal pourvoyeur des ressources de la structure compte tenu de la situation géopolitique internationale.

En 2024, GREAT a renforcé son rôle et sa place dans le secteur de la recherche au Mali. Ainsi, les chercheurs de GREAT ont participé à des ateliers de validation scientifique des études et recherche menées par des consultants et centres de recherche du pays. Il a mené une vingtaine d'activités de communication et d'information sous forme de participation aux séminaires et conférences, de dissémination, de validation et d'animation de café. Le centre a également publié une vingtaine de papiers dans ses supports habituels que sont Les GREAT_Cahiers, le GREAT_Savoir et la GREAT_Formation retraçant ses activités de recherche au cours de l'année 2024 en plus de l'actualisation de sa base de connaissances sur Internet.

Pour l'année 2025, GREAT prévoit mettre en œuvre un programme ambitieux d'études et recherche dans les domaines de la modélisation et stratégies de développement, des études d'impacts, du capital humain et genre et de la démocratie et gouvernance. Enfin, dans le domaine stratégique, l'actualisation des plans, stratégique, de plaidoyer, de communication et de mobilisation de ressources, demeure une priorité de tous les instants y compris en 2025.

Introduction

Dans la continuité de l'année précédente, 2024 aura été marquée par des changements significatifs dans le milieu de la recherche en général et de la vie de GREAT en particulier. Toujours marqué par le contexte sécuritaire, politique et géostratégique, GREAT a commencé à diversifier ses partenariats, surtout nationaux. Ainsi, GREAT a postulé et gagné des collaborations avec des services techniques nationaux tels que l'Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle (ONEF), le Centre national de documentation, d'information sur la femme et l'enfant (CNDIFE) mais aussi des partenaires techniques et financiers du système des Nations-Unies (ONUFEMMES).

Ce regain de collaboration avec les structures nationales bien que timide s'inscrit dans un contexte global marqué par la persistance de multiples défis aux plans sécuritaire, économique et politique. Au plan national, GREAT a continué à participer au processus d'élaboration de la Vision 2063 du pays qui a mobilisé des cadres de l'administration publique, du secteur privé et d'autres parties prenantes pour scruter l'avenir possible du pays à long terme.

Le partenariat dynamique de GREAT s'est poursuivi au cours de l'année 2024 avec des institutions et réseaux de recherche au niveau international. Ainsi, GREAT a pu, dans le cadre de son partenariat avec Afrobarometer, mener une enquête de perceptions des adultes sur les thématiques d'actualité telles que la démocratie, la gouvernance, les influences sur le pays, etc.

De façon globale, GREAT a eu à mener une douzaine d'études et recherche en 2024. Ce nombre est en deçà de la vingtaine exécutée en 2023. Les études et recherche menées sont réparties entre les domaines de modélisation et stratégie de développement (3), des études d'impacts (2), du capital humain et genre (4) et de la démocratie et gouvernance (3). Au-delà de ces études, GREAT a tenté de développer son capital de partenariat en soumettant 7 offres de consultations sur des thématiques variées relevant de ses domaines de compétences. Toujours dans le cadre de ses activités, GREAT a diligenté sur le territoire national 5 enquêtes de perceptions des chefs d'entreprises, sur la démocratie et la gouvernance, les femmes dans les mécanismes formels de prévention et de gestion des conflits, sur les acteurs de l'économie de soins et des projets/programmes financés par la CEDEAO au Mali.

L'ensemble de ces activités rentre dans le cadre de la vision de GREAT qui est de produire du savoir de façon indépendante et répondant aux standards internationaux par l'utilisation de méthodologies éprouvées.

Le présent rapport qui fait le point des activités de 2024 de GREAT est subdivisé en 9 sections portant respectivement sur les études et recherche, les enquêtes, la formation et les renforcements de capacités, la dissémination, les publications, les partenariats, le fonctionnement institutionnel, le suivi budgétaire et la programmation 2025.

1. Études et recherche

Les activités d'études et de recherche effectuées par GREAT au cours de l'année 2024 ont porté respectivement sur les modèles et stratégies de développement, les études d'impacts, le capital humain et le genre, la démocratie et la gouvernance et des recherches de partenariat.

1.1. Modèles et stratégies de développement

Au cours de l'année 2024, GREAT a été sollicité pour mener des études et recherche dans ce domaine. Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de la Vision Mali 2063, le groupe a participé au cadrage sur les réalisations et prévisions des agrégats macroéconomiques à partir des hypothèses sur les projets et programmes structurants de développement. Il a, en outre contribué à la construction d'une MCS 2020 sur la base du système comptable 2008, une innovation majeure dans le domaine de la comptabilité publique nationale. Aussi, a-t-il élaboré des scénarios en vue de la construction d'une vision sur le long terme du pays, exercice qui mériterait d'être prolongé tellement les scénarii étaient adaptés au contexte de renouveau malien en phase avec les aspirations populaires.

1.1.1. Cadrage macroéconomique



Le Mali pays enclavé avec sa superficie de 1 241 238 km², sa population, selon le RPGH 5, est estimée à 22 millions 395 mille 489 d'habitants en 2022. A l'horizon 2063, cette population pourrait être multipliée par près de 2,5 pour atteindre environ 52,643 millions de personnes. En

termes de structure, elle serait composée de plus de 52% de jeunes de moins de 30 ans. S'occuper de cette population, en termes d'alimentation, d'éducation, de santé et surtout créer des opportunités d'emplois pour cette population très jeune est un grand défi pour le Mali.

Il faudrait créer les conditions d'une croissance forte et durable, inclusive et créatrice d'emplois, et l'une des conditions nécessaires à cette croissance est de combler le déficit en infrastructures et de transformation structurelle de l'économie malienne.

Problématique	✓ Le Mali a une économie caractérisée par un faible niveau de croissance et soumise à des facteurs de vulnérabilité (pluviométrie faible ou mal répartie, insécurité, sécheresse, invasion acridienne, etc.) qui retardent sa transformation et son développement économique. Les exportations sont peu diversifiées et concentrées sur un nombre très limité de produits tels que le coton, l'or, le lithium et les produits agropastoraux non transformés. ✓ Le Mali depuis quelques années, fait face à une crise multidimensionnelle notamment la crise sécuritaire, sociopolitique, économique, sanitaire et institutionnelle. Afin de pouvoir apporter des solutions le gouvernement a pris certaines mesures. Sur le plan sécuritaire d'énormes efforts ont été consentis et se poursuivent avec l'achat des équipements militaires, le recrutement et la formation continue des forces de défense et de sécurité.
Pertinence politique	✓ La présente note de cadrage macroéconomique en cohérence avec les objectifs de la vision 2063 donne le niveau de réalisations et de prévisions des agrégats macroéconomiques à partir des hypothèses sur les projets et les programmes

	structurants et réalisables de développement. Cela dénote la prise en compte de la nature économique de ceux-ci et les pistes à explorer à travers certains comportements. Elle présente des résultats de diverses simulations possibles. ✓ L'objectif principal de ce travail est d'aider les autorités pour une meilleure prise de décision suite à l'évolution des agrégats macroéconomiques et à identifier les mesures d'accompagnement appropriées.
Revue de littérature	✓ Nouveau Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM 2022-2026) ✓ Loi de Finances 2022 budget-citoyens ✓ Balance des paiements et position extérieure globale (2023) ✓ Revised Minimum Standard Model (RMSM) ou « Modèle Révisé Standard Minimum » de la Banque mondiale ✓ Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022- IMF ✓ Diagnostic sociodémographique de la population du Mali à partir du RGPH5 ✓ INSTAT (2022), Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), 03 août ✓ Arouna Sougané (2023), Cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) – Présentation de résultats au FNUAP, Bamako 13 juin
Méthodologie	La méthodologie a consisté à faire une revue documentaire et des travaux de cadrage macroéconomique à travers l'outil MME_DNPD rénové. Ce modèle est de type de programmation financière qui a été conçu en 2005 et rénové en 2022 en tenant compte des besoins spécifiques du Mali, sous format EXCEL, version du Revised Minimum Standard Model (RMSM) ou « Modèle Révisé Standard Minimum » de la Banque mondiale.
Données utilisées	✓ MME_DNPD_renové, TRE, TCEI TOFE, Balance de paiement (BCEAO 2023), les données sectorielles, World Bank (Banque Mondiale), Commodities Price Forecasts 25 Avril 2024
Principaux résultats	✓ Le développement territorial est un mode de développement alternatif traduisant la volonté d'augmenter l'efficacité des politiques publiques en les rapprochant des acteurs locaux ✓ Le développement territorial est un nouveau discours académique qui dépasse les approches en termes de développement régional (et local) et un nouveau discours social désignant de nouvelles réalités socioéconomiques ✓ Des contrats/chartes sont utilisés comme des outils de mise en œuvre par des coordinations de développement local
Recommandations	Au terme des travaux du cadrage macroéconomique, les recommandations suivantes ont été formulées : ✓ mettre en œuvre des politiques de développement pour une meilleure industrialisation de l'économie pour une croissance soutenue ; ✓ poursuivre la mise en œuvre du programme de transition fiscale et les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale à travers une stratégie de fiscalisation foncière et une meilleure fiscalisation du secteur informel, voire du secteur agricole moderne ; ✓ intensifier les investissements productifs dans les secteurs porteurs de croissance (agricultures, recherches minière et minières, énergétique, infrastructures de transports et de communication) ; ✓ intensifier les recherches pour l'amélioration des rendements de l'agriculture, l'élevage et la pêche ; ✓ renforcer les programmes favorisant l'amélioration des revenus ruraux ; ✓ renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des crises (climatique, alimentaire, sinistre, chocs externes, etc.) ; ✓ renforcer la recherche et l'exploitation minière et minière ; ✓ renforcer le cadre incitatif pour les investisseurs privés, notamment dans les secteurs porteurs (agriculture, élevage, pêche, infrastructures, etc.).

1.1.2. Elaboration d'une MCS dans le système comptable 2008

	Compte des Facteurs		Compte Courant				Compte des activités productives	Compte des produits	Compte d'accumulation	Total
	Tre	EBE	Men	Soc	Etat	R.O.M				
Compte des Facteurs	Tre						L			
	EBE						EBE			
Compte Courant	Men	L	EBEM		PS	TWM				
	Soc		EBES							
	Etat		EBEG	IRM	IRS	TWG	IP	TVA		
	R.O.M			TSR				M		
Compte des activités productives								Q		
Compte des produits				C		G	X	CI		I
Compte d'accumulation				SM	SS	SG	SW			
Total										

L'an Deux Mille vingt-quatre, du 22 au 28 décembre s'est tenu au Centre Gabriel CISSE de Ségou, l'atelier d'élaboration de la matrice de comptabilité sociale renouvelée du Mali (MCS_2020). Cet atelier s'inscrit dans le

cadre de l'exécution de la convention signée entre l'UEMOA et l'INSTAT portant sur l'élaboration de la Matrice de Comptabilité Sociale renouvelée.

Ont pris part aux travaux de l'atelier, les représentants de l'INSTAT (comptables nationaux ; CNPE ; DRNE), de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, de la Direction Générale des Impôts, du GREAT et de l'Université

Problématique	✓ Dans le cadre de l'exécution de la convention que le Mali a signée avec la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) portant sur le projet de rénovation de la Matrice de Comptabilité Sociale renouvelée pour les huit pays membres, l'Institut National de la Statistique (INSTAT) s'est assigné comme mission de poursuivre les travaux de renouvellement au fur à mesure que la série des comptes nationaux définitifs sous SCN 2008 s'allonge. ✓ En effet, l'effectivité du rébasage des comptes nationaux a servi de base pour la mise en place de la nouvelle MCS conforme à la structure actualisée de l'économie malienne. Les travaux déjà réalisés ont permis de produire et de mettre à la disposition des utilisateurs la MCS de l'année 2019. Ces travaux ont bénéficié de l'appui technique d'AFRISTAT et de la Commission de l'UEMOA.
Pertinence politique	✓ Eu égard à la disponibilité des statistiques plus récentes, il s'est agi de poursuivre les travaux de rénovation en vue de produire la MCS avec les données de l'année 2020 sur la base système comptable national 2008 (SCN 2008). ✓ A cet effet, la tenue d'un atelier de retraite regroupant les représentants des structures partenaires s'est avérée nécessaire pour réaliser les travaux d'élaboration de la MCS de 2020 renouvelée du Mali dans les meilleures conditions.
Revue de littérature	AFRISTAT. Guide d'élaboration de matrices de comptabilité sociale (MCS). AFRISTAT, mai 2020
Méthodologie	La méthodologie a consisté, dans un premier à faire la maquette de la macro MCS qui sera remplie avec les données issues du TRE, du TCEI et du QàQ de l'année 2020. A cet effet, on peut distinguer les étapes suivantes ✓ identification des différentes cellules destinées à être renseignées ; ✓ insertion des commentaires dans les cellules identifiées destinées à rappeler le calcul des agrégats à renseigner dans ces cellules ; ✓ remplissage des cellules identifiées par application des formules précisées dans les commentaires Certaines cellules sont directement renseignées à partir du TRE et du TCEI tandis que le remplissage d'autres cellules nécessite des calculs. Dans un second temps, la micro MCS est conçue à partir de la macro MCS et elle a plus de détails dans la décomposition des comptes. on peut distinguer les étapes suivantes pour sa construction ✓ identification des blocs de cellules correspondant aux intersections dans la macro MCS ; ✓ remplissage des cellules identifiées. Tout comme dans la macro, dans la micro MCS, les blocs de cellules correspondant aux intersections ayant nécessité des calculs dans la macro nécessiteront également des calculs dans la micro. Certaines plages, bien qu'elles ne requièrent pas de calculs, nécessitent néanmoins une transposition. Contrairement à la macro, les calculs dans la

	micro impliquent la création d'une feuille de calcul spécifique.
Données utilisées	✓ TRE_2020, TCEI_2020 et le QàQ_2020 (matrice de transferts entre les institutions)
Principaux résultats	✓ Matrice de la comptabilité sociale sous sa forme macro (chaque compte est représenté par une ligne et une colonne) ✓ Matrice de la comptabilité sociale sous sa forme micro (chaque compte représenté conformément au TRE en ligne comme en colonne) ✓ Rapport
Recommandations	Au terme des travaux d'élaboration de la micro MCS 2020, les perspectives retenues incluent la collecte d'informations complémentaires pour l'élaboration de la MCS désagrégée de 2020, aussi pour la construction d'une MCS pour une année encore plus récente.

1.1.3. Scénarios d'évolution du système Mali



En 2021, le Mali a organisé sur toute l'étendue du territoire des consultations populaires appelées Assises nationales de la refondation (ANR). Ces assises ont fait des recommandations parmi lesquelles l'élaboration d'une vision de développement à long terme à la suite d'une étude prospective. Une telle étude, en engageant une réflexion sur les futurs possibles pour le Mali et sur la formulation d'une vision du développement, a été l'occasion (i) une occasion de prendre en compte les réflexions menées lors des assises de la refondation dans la définition de l'avenir désiré par les maliens et (ii) une opportunité d'approfondir cette refondation par la formulation d'une vision du développement susceptible d'entraîner l'adhésion de l'ensemble de la Nation malienne dans sa diversité.

Les assises ont ainsi exprimé le souhait d'élaborer un nouveau Document Stratégique de développement pour le Mali, qui succédera au CREDD 2019-2023 arrivant à terme en

2023. L'élaboration de cette nouvelle stratégie intervient dans un contexte marqué par la persistance de la crise multidimensionnelle à la fois sécuritaire, politique et sanitaire et s'inscrit surtout dans une nouvelle dynamique enclenchée à la suite de la rectification de la trajectoire de la Transition à partir du 24 mai 2021.

La nouvelle stratégie nationale de développement (post-CREDD) devrait marquer, à la différence des précédentes, des innovations majeures à travers la définition d'une « Politique Economique Nationale Intégrée » focalisée autour de pôles de développement centrés autour de filières économiques porteuses identifiées. L'objectif de cette Politique Economique Nationale Intégrée sera d'optimiser la création de la valeur ajoutée économique et l'emploi pour le bien-être des populations et pour un développement équilibré entre les régions.

Pour conduire ce processus, un Comité de pilotage a été mis en place au niveau stratégique sous la présidence du Ministre de l'Economie et des Finances. Ce Comité s'appuie sur un Comité Technique présidé par la Cellule Technique CSLP et comprenant les principales structures du département, l'accompagnement de deux Consultants nationaux justifiant d'une grande expérience. C'est ainsi que GREAT a construit 4 scénarios de développement : le sursaut national, le tout social, le tout Etat et une souveraineté contrariée.

Problématique	La construction des scénarios, la deuxième phase de la réalisation de l'étude nationale prospective, fait suite à la première phase, sanctionnée par un rapport de diagnostic
---------------	---

	stratégique et consiste en un jeu d'hypothèses sur des questions clés correspondant à des incertitudes majeures, c'est-à-dire, des variables dont on ne peut pas prévoir l'évolution future. Ces questions clés et incertitudes majeures ont été décelées à l'étape de l'analyse structurelle, une des composantes de la première phase de l'étude. Construire des scénarios, c'est balayer le champ des futurs possibles pour identifier les images possibles de l'environnement de la société burkinabé des 25 – 30 ans à venir. La construction des scénarios a pour objectif d'explorer les futurs possibles de l'environnement du pays. Certaines images pourront être souhaitables, d'autres seront au contraire redoutées. Mais l'objectif de l'exploration des futurs possibles n'est pas seulement de retenir les images souhaitables mais aussi d'identifier celles redoutées de sorte à servir de balises, d'éclairage, d'interpellation aux acteurs du développement et à toutes les composantes de la société afin d'agir conséquemment pour atteindre l'objectif de développement voulu. Ainsi, les questions clés du système « Mali » ont été regroupées en cinq domaines prospectifs sur la base desquels, ont été construits les scénarios. Les domaines portent sur : ✓ Démographie et développement du capital humain ✓ Environnement et changements climatiques ✓ Partenariat et géopolitique ✓ Economie et financement du développement ✓ Gouvernance. La construction des scénarios a comporté six étapes regroupées en deux phases : la construction des scénarios thématiques et la construction des scénarios globaux. La construction des scénarios a révélé que les futurs possibles de l'environnement du Système « Mali » comportent des images d'espoir qui doivent renforcer l'optimisme quant aux chances pour le Mali de réussir son dégageant des pesanteurs actuelles, d'amorcer son développement et de rayonner sur la scène internationale.
Pertinence politique	L'enjeu crucial de la vision prospective pour le Mali, au cours des 40 années à venir, est celui de la traversée de champs de forces, d'environnements divers et de contextes variés qui conditionnent sa trajectoire. Comment le pays pourra-t-il réussir à se frayer une trajectoire sûre et un passage sécurisé qui permette que soit réalisée, à terme, la vision choisie ? En effet, au cours de cette traversée le pays devra s'allier les vents favorables, conjurer les forces adverses, exploiter les opportunités pour parer aux faiblesses et poursuivre la marche et les combats dans l'axe et la perspective de la vision choisie grâce à des stratégies de reconquête constante de l'avenir. La contextualisation de la vision est donc cruciale comme l'est l'intégration des données météorologiques (vents, pluies, nuages) et des couloirs de vol d'autres aéronefs, dans le plan de vol d'un avion. Le contexte où s'inscrit la trajectoire de la vision est une succession de trois cadres englobants qui délimitent le champ de la vision prospective (voir schéma ci-dessous). Il s'agit de l'environnement national ou le système spécifique, l'environnement sous régional ou le contexte intermédiaire et l'environnement international ou l'environnement global.
Revue de littérature	✓ Burkina Faso (2005), Etude nationale prospective « Burkina 2025 » - Rapport général, avril ✓ République de Côte d'Ivoire (2016), Etude nationale prospective « Côte d'Ivoire 2040 », janvier ✓ Institut de relations internationales et stratégiques (2016), Niger-Analyse de scénario à l'horizon 2021, juin ✓ OCDE (), Scénarios pour le monde de 2035 – Implications pour l'avenir de la collaboration mondiale et de l'OCDE ✓ Mali (2023), Diagnostic stratégique et évaluation du CREDD 2019-2023, juillet
Méthodologie	La planification prospective par scénarios consiste à se projeter dans les transformations des enjeux, des règles du jeu, des stratégies, des capacités ainsi que dans les distorsions du comportement des acteurs, du contexte politique, économique et sociétal. Cette méthode de planification maintient les parties prenantes dans une sorte d'inconfort permanent, car elle impose constamment de repenser les objectifs, les stratégies, les organisations, les ressources dans un environnement toujours en mouvement où l'avenir reste imprévisible. L'objectif est d'imaginer un futur possible. Cette image du futur peut être plus ou moins probable, plausible, possible ou encore désirable.

Données utilisées	RAS
Principaux résultats	✓ Le sursaut national ✓ Le tout Etat ✓ Le tout social ✓ Une souveraineté contrariée
Recommandations	L'Etat du Mali doit, pour atteindre ses objectifs de développement : ✓ Investir massivement dans la promotion de la recherche et de l'innovation, gage du renouvellement incessant des connaissances et des technologies ✓ Promouvoir la recherche & développement et de l'innovation, favorable à l'économie numérique et à l'industrialisation, ✓ Investir prioritairement dans les besoins des populations en matière d'éducation, de soins de santé pour les malades et de prestations de services divers aux personnes âgées, plus un ensemble de programmes de soutien aux personnes vivant avec un handicap, aux chômeurs, aux pauvres et autres couches vulnérables de la société ✓ Réaffirmer sa souveraineté dans les domaines de l'offre des services sociaux de base, etc.

1.2. Etudes d'impacts

Deux études importantes ont marché ce champ de recherche, à savoir l'étude sur les impacts de la sortie du Mali de la CEDEAO sur l'emploi et la formation professionnelle et les effets du travail domestique non rémunéré sur l'autonomisation des filles et des femmes.

1.2.1. Impacts du retrait du Mali de la CEDEAO sur l'emploi et la formation



Pays cofondateur de la CEDEAO, le Mali a subi des sanctions consécutivement au coup d'Etat intervenu en 2020 au nom du Protocole additionnel à son traité créateur. Ces sanctions allaient de la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre le pays et ceux de l'organisation régionale à la suspension de toutes les transactions commerciales en passant par le gel des avoirs de la République du Mali dans les banques de la CEDEAO et de l'UEMOA, la suspension du Mali de toute aide des institutions financières de la CEDEAO et le rappel des ambassadeurs accrédités au Mali. Quelques produits étaient exemptés des sanctions, notamment les produits pharmaceutiques, les fournitures et équipements médicaux, y compris le matériel pour le contrôle de la Covid-19, les produits pétroliers et l'électricité.

Le Mali, pays de migration, reçoit des transferts importants de ces ressortissants. Ces montants se sont chiffrés à 5% du PIB en 2022. Ces transferts sont utilisés pour financer l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire. En 2023 et au sein de la seule UEMOA, le Mali a reçu plus de 200 milliards fcfa de transferts des migrants des autres Etats membres pour un versement de 102 milliards soit un transfert net reçu par le Mali de 98.5 milliards fcfa (BCEAO, 2023). Les plus importants transferts de l'UEMOA proviennent de la Côte d'Ivoire (56%) et du Sénégal (24%), soit 80% pour ces deux pays contre 17% les deux autres pays de l'AES. Mais les deux pays de l'AES absorbent 37% (30% le Burkina et 7% le Niger) des transferts versés par le Mali contre 54% pour la Côte d'Ivoire et le Sénégal réunis (30% respectivement 24%).

Selon l'EMOP (2023), près de 420 000 maliens migrants sont revenus au pays dont la majorité provient des pays de l'UEMOA hors AES, soit 69%. Un peu plus d'un malien sur dix reviennent du reste de l'Afrique (12%) et les autres viennent du reste des pays de l'AES (7%), du reste de la CEDEAO (6%) et du reste du monde (5%). A l'opposé, un peu plus de 531 000 maliens se sont installés à l'extérieur du pays depuis le dernier recensement général de 2009 (RGPH5).

Composés d'hommes en majorité (87%), près du tiers se sont installés dans les pays de l'UEMOA hors AES (31%). Le RGPH5 (2022) a dénombré un peu plus de 94 000 étrangers résidents au Mali dont 51% de femmes. Ils sont originaires du reste

de l'UEMOA et du reste de l'AES pour respectivement 35% et 33%, soit 68% des étrangers au Mali. Un peu plus de 40 000 étrangers travaillent au Mali aussi bien dans le secteur informel (96%) que formel (4%).

Problématique	Mise sur les fonts baptismaux en mai 1975 par le traité de Lagos, la CEDEAO regroupe 15 pays au départ (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo), pays rejoints par la suite par le Cap-Vert en 1976. Son but est de promouvoir la coopération et l'intégration avec l'objectif de créer une union économique et monétaire ouest-africaine et son objectif principal est de « promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une Union économique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les Etats Membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain». Au départ économique, les objectifs de la CEDEAO se sont étendus aux questions politiques et sécuritaires par la création de la force ECOMOG intervenue après la survenue des conflits dans la région en 1990 et l'adoption en décembre 2001 à Dakar du Protocole A/SP1/12/01 sur la Démocratie et la bonne Gouvernance, additionnel au Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion, de Règlement des Conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité. Le Mali traverse une période d'insécurité et de djihadisme exacerbée par des velléités sécessionnistes depuis 2012 et cela sur presque toute l'étendue du territoire national. A cette situation d'insécurité s'est grevée l'avènement de la Covid et une crise politique à la suite des élections législatives contestées entraînant la survenue de coup d'état le 18 août 2020 par les Forces Armées et de Sécurité suivi par une rectification de la transition à partir du 24 mai 2021.
Pertinence politique	La sortie du Mali de la CEDEAO aura certainement des effets sur son économie en général et sur l'emploi et la formation professionnelle en particulier. Ainsi, la présente étude cherche à évaluer l'impact du retrait du Mali de la CEDEAO sur l'emploi et la formation professionnelle. Dans ce sens, l'on cherche faire le bilan de la présence de la CEDEAO dans le secteur de l'emploi et de la formation professionnelle. L'analyse de l'efficacité du traité révisé sur l'emploi et la formation professionnelle permet de connaître le degré de réalisation des objectifs tant techniques, financier qu'institutionnels tout en mettant l'accent sur les effets positifs ou encore négatifs. Finalement, des recommandations permettront d'atténuer les effets du retrait du Mali de la CEDEAO.
Revue de littérature	✓ Cédric Afsa (2016), Le modèle Logit – Théorie et application, INSEE Document de travail "Méthodologie statistique" M 2016/01 ✓ GREAT (2015), Inégalités et distribution de revenu au Mali, septembre ✓ Lassaad Ben Ahmed (2024), Retrait de trois pays sahéliens de la Cédéao: Une tension à court terme (Expert) et qui va se résoudre petit à petit, www.aa.com.tr, 31 janvier ✓ Marine Charlotte André, Meixing Dai (2019), Le Brexit : quelles conséquences sur les économies, britannique et de l'Union européenne ? in Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe, n°40 (juillet 2019) ✓ Sampala Balima (2024), Le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO et la construction de la sécurité régionale, in Note d'analyse n°02 FES PSCC, avril
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, GREAT a utilisé aussi bien une approche qualitative que quantitative. Ainsi, dans un premier temps, GREAT a réalisé une revue documentaire aussi large que possible sur les projets et programmes financés par la CEDEAO mais aussi du personnel malien utilisé dans les autres pays de la CEDEAO. Cette revue documentaire a été complétée par une collecte de données auprès de personnes ressources responsables des projets/programmes de la CEDEAO et de certains responsables des services techniques maliens. Dans un second temps, des données secondaires ont été collectées auprès de l'INSTAT et du CIGEM. Ces données concernent celles issues de l'EMOP sur la période 2014-2023, le RGPH 5

	(recensement général de la population et de l'habitat) relatif au volet migration du travail. Les enquêtes EMOP sont réalisées annuellement et couvrent la période allant de 2014 à 2023. Les données de ces enquêtes sont représentatives au niveau national en termes de région et de milieu de résidence. Elles comportent de riches informations sur les ménages, et leurs membres, incluant des modules sur l'emploi, l'éducation (la scolarisation ou pas et la fréquentation de l'école), la santé et les dépenses de consommation ainsi que les revenus. Au-delà des données de l'EMOP, des données sur l'emploi de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF, 2014-2023) ont été également utilisées.
Données utilisées	✓ EMOP, 2014-2023 ✓ RGPH 5 ✓ RGUE 2022 ✓ Données ONEF, 2014-2023 ✓ Données CIGEM sur la migration ✓ Données d'enquête auprès des projets ayant bénéficié de financement de la BIDC
Principaux résultats	✓ En 2023, le Mali a reçu plus de 200 milliards fcfa de transferts des migrants des autres Etats membres de l'UEMOA pour un versement de 102 milliards soit un transfert net reçu par le Mali de 98.5 milliards fcfa (BCEAO, 2023) ✓ Les plus importants transferts de l'UEMOA proviennent de la Côte d'Ivoire (56%) et du Sénégal (24%), soit 80% pour ces deux pays contre 17% les deux autres pays de l'AES ✓ Près de 420 000 (418 680 exactement) le nombre de maliens en provenance de l'extérieur dont la majorité provient des pays du reste de l'UEMOA, soit 69% ✓ Le recensement général de la population et de l'habitat (2022) a dénombré 531 234 maliens installés à l'extérieur contre seulement 95 000 étrangers résidents au Mali (exactement 94 691 individus) ✓ La population totale estimée par l'EMOP était en 2023 un peu plus de 22 millions d'habitants pour un échantillon de 60 446 individus, pour une population en âge de travailler (15 ans ou plus) de près de 11 millions de personnes (plus exactement 11 097 977 personnes) ✓ Sur les 40 592 emplois d'étrangers recensés en 2022 par le RGPH5, la moitié revient aux pays de la CEDEAO hors UEMOA, soit plus de 20 000 emplois ✓ L'emploi d'étrangers représente 2% des bénéficiaires de formation professionnelle dont 3% pour la CEDEAO hors UEMOA et 2% l'AES hors Mali
Recommandations	✓ Faire un effort de coopération bilatérale en matière de sécurité avec chaque pays voisin de l'AES e.g. partage d'information et/ou d'engagement opérationnel commun avec le bloc de l'AES, à moyen terme, une coopération interrégionale AES-CEDEAO ✓ Conclure des accords "qui préservent, autant que possible, les intérêts de tous les peuples de l'Afrique de l'Ouest"

1.2.2. Effets du travail domestique sur l'autonomisation des femmes



Le travail domestique et de soins non rémunéré constitue un frein important à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes filles. Il limite leur participation aux activités génératrices de revenu et au marché du travail formel, ce qui constitue des pertes économiques importantes pour plusieurs pays. Par exemple, selon l'Organisation Internationale du Travail [OIT] (2019), s'il était rémunéré au salaire horaire minimum, la contribution au PIB du travail de soins non rémunéré serait évaluée à 11 000 milliards USD en 2019, soit 9% du PIB mondial et 16% du PIB de l'Afrique. Au-delà des pertes économiques engendrées par le travail de soins non rémunéré, il représente aussi une source importante d'inégalité sociale, surtout dans les pays en développement. En particulier, en Afrique subsaharienne, les femmes consacrent en moyenne 3,5 fois plus de temps que les hommes aux soins non rémunérés et au travail domestique. Dans le monde, 606 millions de femmes en âge de travailler ont déclaré ne pas pouvoir occuper un emploi en raison du travail de soins non rémunéré, alors que seulement 41 millions d'hommes sont inactifs pour la même raison. Bien que reconnu comme une source

d'inégalité sociale et une perte importante d'économie pour divers pays, plusieurs facteurs expliquent le maintien de cette situation d'inégalité de distribution de la charge de travail de soins non rémunéré au sein des ménages. Les normes sociales et le patriarcat sont entre autres facteurs qui attribuent le travail domestique et de soins non rémunéré aux femmes et aux filles, tandis que les hommes sont responsables des activités productives. Au regard de ces facteurs et de l'importance des enjeux, les politiques publiques de soins transformatrices sont nécessaires pour assurer la reconnaissance, la valorisation et la réduction de la distribution inéquitable du travail de soins non rémunérés au sein des ménages.

C'est dans ce contexte que le Bureau régional d'ONU Femmes Mali accompagne actuellement le gouvernement dans la mise en place d'un cadre national de suivi des réformes en lien avec le travail de soins non rémunéré et travaille à mobiliser l'ensemble des partenaires pour contribuer à améliorer l'environnement politique, institutionnelle et programmatique relatif à ces questions. Pour plus d'impact dans les interventions et interactions avec les parties prenantes, le Bureau régional d'ONU Femmes Mali vise à disposer d'informations statistiques et d'analyses sur le travail de soin afin de renforcer les activités de plaidoyer, de communication et d'assistance technique pour la formulation de politiques et stratégies plus sensibles aux défis et aux effets du poids du travail domestique non rémunéré sur l'épanouissement des femmes et partant, sur le bien-être des familles et communautés et la réduction durable des inégalités.

. Problématique

Le travail de soins non rémunéré fait référence à l'ensemble des activités de soin réalisées gratuitement au sein d'une famille (voire d'une communauté) pour ces membres. Le travail de soin non rémunéré s'effectue donc sur une base non marchande c'est-à-dire qu'il ne donne pas lieu à un échange d'argent. Il est généralement considéré comme du ressort de la sphère domestique et privée. Puisqu'il ne repose pas sur une transaction marchande, le travail de soin non rémunéré n'est pas comptabilisé dans la création de richesses nationales et le calcul du Produit intérieur brut. L'activité suppose des efforts physiques et mentaux et est coûteuse en termes de temps. La personne réalisant l'activité n'est pas payée. L'activité fournit ce qui est nécessaire pour la bonne santé, le bien-être, l'entretien et la préservation d'une personne ou de quelque chose.

Plus de 16 milliards d'heures sont consacrées chaque jour dans le monde aux activités

	de soin non rémunérées selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT, 2019). Cela équivaut à 2 milliards de personnes travaillant à temps plein (8h par jour) sans rémunération. La grande majorité de ce travail non rémunéré consiste en des tâches ménagères (81,8%), viennent ensuite l'aide à la personne (13,0%) et le travail bénévole (5,2%). Le travail domestique et de soins non rémunéré et rémunéré a des liens étroits avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), spécifiquement avec les cibles en lien avec la protection sociale, le travail de soins (SDG 5.4), l'éducation (ODD 4), la santé (ODD 3), l'emploi décent (ODD 8) et le financement pour l'égalité entre les sexes.
Pertinence politique	Le travail de soins non rémunéré et la pauvreté de temps qui en découle limitent la participation à la main-d'œuvre, en particulier pour les mères, les femmes et les jeunes filles. Dans le monde, 606 millions de femmes en âge de travailler ont déclaré ne pas pouvoir occuper un emploi en raison du travail de soins non rémunéré, alors que seulement 41 millions d'hommes sont inactifs pour la même raison. Si l'on compare le ratio emploi/population des mères et des pères d'enfants (âgés de 0 à 5 ans) sur le continent africain, on constate que 59,4% des femmes sont employées, contre 81,3% des hommes. Le temps que les femmes consacrent aux tâches domestiques et aux soins est l'une des principales contraintes auxquelles elles sont confrontées pour créer et gérer leur activité génératrice de revenu ou progresser dans une carrière professionnelle en tant qu'employées, ce qui freine leur autonomisation économique. En effet, de nombreuses investigations montrent que, du fait de sa faible reconnaissance, de son ampleur en termes de temps consacré et de sa distribution inéquitable au sein des ménages, le travail domestique et de soins non rémunéré peut contraindre considérablement les efforts de réduction des inégalités de genre s'il n'est pas adressé par les politiques publiques, les réformes au sein des entreprises et autres cadres de développement.
Revue de littérature	✓ Banque mondiale (2023), Recherche qualitative formative pour informer la conception de crèches pour le projet pour l'Autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD) Cameroun ✓ Butt Anam Parvez, Oxfam (2021), Care Policy Scorecard: A tool for assessing country progress towards an enabling policy environment on care, Briefing paper ✓ Cédric Afsa (2016), Le modèle Logit – Théorie et application, INSEE Document de travail "Méthodologie statistique" M 2016/01 ✓ CRDI (2023), Trouver un équilibre dans le travail de soins pour atteindre l'égalité des genres, 27 octobre, https://idrc-crdi.ca/fr/histoires/trouver-un-equilibre-dans-le-travail-de-soins-pour-atteindre-legalite-des-genresre 2023 ✓ GREAT (2018), Genre et valorisation du travail domestique non rémunéré au Mali, février ✓ GREAT (2015), Inégalités et distribution de revenu au Mali, septembre ✓ GREAT (2015), La typologie du travail au Mali, septembre
Méthodologie	Par traitement de la base de données d'enquête EMOP (2023), le rapport évalue le temps de travail domestique et des soins non rémunéré dont les activités constitutives ont préalablement été rappelées en termes de participation des hommes et de femmes, de durée hebdomadaire (brute et corrigée du temps excessif de travail) et de durée annuelle. Sur la base du temps de travail domestique et des taux horaires de rémunération de ceux qui l'effectue, le rapport procède à la valuation du travail domestique et des soins non rémunéré par les coûts et compare les résultats obtenus au PIB et au revenu des ménages, globalement et par source de revenu (travail, capital et transferts). A l'aide de modèles de régression logistique, le rapport estime l'impact du travail domestique et des soins non rémunérés et d'autres facteurs sociodémographiques sur la participation des femmes au marché du travail, d'une part et d'autre part sur la scolarité des filles.
Données utilisées	✓ EMOP, 2023
Principaux résultats	✓ Ainsi, 79% des personnes âgées de 5 ans et plus participent au travail domestique et des soins non rémunéré, soit 88% des femmes contre 69% des hommes ✓ Le temps de travail domestique et des soins non rémunéré est de 27 heures par semaine, à raison de 34 heures les femmes et de 18 heures les hommes, soit un

	rapport du simple au double ou presque ✓ Rapportée au PIB, la valeur totale du travail domestique et des soins non rémunéré serait d'au moins 5% au taux du domestique et atteindrait 21% au taux du manœuvre. Elle serait de 15,5% du PIB au taux du SMI ✓ Les femmes contribuent à 70% de la production de temps de travail domestique non rémunéré, ce qui limite le temps dont elles disposent pour participer au marché du travail rémunéré ou pour des activités de loisirs
Recommandations	De véritables politiques vigoureuses de promotion des crèches et autres garderies d'enfants allégeraient significativement le fardeau de la garde des enfants à domicile, principalement à la charge des femmes et des jeunes filles. Dans le domaine des activités comme la préparation de repas ou la coupe de bois ou la corvée d'eau, la mise à disposition de services publics d'eau et d'énergie (en particulier renouvelable) diminuerait significativement le temps de travail domestique et des soins non rémunéré

1.3. Capital humain et genre

Ici sont abordés, successivement, le marché du travail et les réponses politiques, l'identité nationale et les liens sociaux sur la base des enquêtes Afrobarometer, les opportunités d'emploi des femmes et des filles dans le travail de soins ainsi que le niveau de représentativité des femmes dans les organismes de prévention et de gestion des conflits si l'on sait que le pays est confronté à une grande crise sécuritaire depuis une dizaine d'années qui commence à mettre à mal les structures sociales dans les communautés.

1.3.1. Marché du travail et réponses politiques



Le marché du travail au Mali connaît quelques caractéristiques structurelles telles que la prédominance de l'emploi agricole et de l'emploi informel, tous principalement sous forme d'auto-emploi, d'emploi saisonnier avec rémunération à la tâche. De plus, la pluriactivité des actifs est courante, et les revenus du travail sont souvent nettement

inférieurs à ceux du patrimoine ou des transferts, ce qui contribue à une forte proportion de la population active, en particulier parmi les femmes, qui ne sont pas employées (Bourdet, Dabita & Dembélé, 2012).

Face à la complexité de ce marché du travail, sa régulation est devenue difficile aux pouvoirs publics, qui peinent à mettre en œuvre des politiques actives de création d'emplois ou de réduction du chômage, à garantir des rémunérations décentes au travail ou à assurer un revenu minimum vital aux chômeurs et aux laissés pour compte (Barussaud, 2020).

Problématique	✓ Les sondages d'Afrobarometer jettent un regard approfondi sur ce marché pour en extraire les principaux traits caractéristiques et apprécier les performances des pouvoirs publics à créer des emplois ou à absorber le chômage, surtout celui des jeunes et des femmes. ✓ Il ressort des résultats que la population en âge de travailler au Mali regorge une forte proportion de main-d'œuvre, mais le dixième de cette population vit en
---------------	--

	situation de chômage.
Pertinence politique	La majorité des personnes en emploi travaillent dans le secteur de l'agriculture ou du commerce. Les non instruits, les femmes et les personnes vivant en milieu rural occupent plus les emplois dans ces secteurs d'activité. La moitié des Maliens n'approuvent pas les performances de leur gouvernement en matière de création d'emplois.
Revue de littérature	✓ Barussaud, S. (2020). Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration au Mali. Organisation Internationale du Travail. ✓ Bourdet, Y., Dabitao, K., & Dembélé, A., S. (2012). Croissance, emploi et politiques pour l'emploi au Mali. Bureau international du Travail. ✓ Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ La population en âge de travailler se décompose en 81% de main-d'œuvre dont 73% de population en emploi et 8% de population au chômage, et de 19% de population hors main-d'œuvre dont 15% de main-d'œuvre potentielle. ✓ Deux tiers des personnes en emploi sont occupées dans l'agriculture (47%) et le commerce (20%). ○ Les non instruits (80%), les femmes (77%) et les personnes vivant en milieu rural (73%) occupent plus ces emplois que les plus instruits (20%), les hommes (61%) et les citoyens (43%). ✓ Un sur 10 (10%) des répondants de la main-d'œuvre sont au chômage, 17% au chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail, 24% au chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle et 30% au chômage combiné au sous-emploi et à la main-d'œuvre potentielle. ○ Ces indicateurs sont plus accentués en ville, chez les femmes, les jeunes et les plus instruits. ○ Le taux de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail a continuellement augmenté, passant de 9% en 2014 à 20% en 2022. ○ Le chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle a continuellement baissé de 2017 à 2022, un peu comme le taux global de sous-utilisation de la main-d'œuvre. ✓ Deux Maliens sur 10 (21%) sont dans la situation d'être au travail mais pas en emploi. ✓ Plus de la moitié (53%) des Maliens se disent insatisfaits des performances de leur gouvernement dans la création d'emplois.
Recommandations	✓ Les pouvoirs publics et les collectivités territoriales doivent augmenter le niveau leur investissement dans les conditions publiques de l'habitat relevant de leur autorité ✓ Davantage développer le système de voirie et de réseaux divers pour empêcher les populations de déverser les ordures et les eaux usées dans la nature ou dans la rue. ✓ Investir davantage dans l'électricité afin que la plus proportion des populations ait accès à l'électricité ✓ Revoir le système d'allocation des subventions aux gaz afin que cela profite plus aux pauvres qu'aux riches

1.3.2. Identité nationale et liens sociaux



Les résultats de la dernière enquête Afrobarometer, réalisée en 2022, montrent que malgré ce contexte d'insécurité qui perdure dans le pays, les Maliens expriment un fort attachement à leur identité nationale plutôt qu'à leur appartenance ethnique et ressentent des liens forts avec leurs concitoyens.

Plus des trois quarts des répondants déclarent que les membres de leur groupe ethnique ne

sont jamais injustement traités par le gouvernement à cause de leur ethnie, bien qu'un nombre significatif de citoyens disent que ce genre de discrimination advient couramment.

La confiance interpersonnelle est fortement répandue parmi les Maliens, qui aimeraient ou seraient indifférents à l'union avec un partenaire d'une autre ethnie.

La grande majorité des Maliens accepteraient l'idée d'avoir comme voisins des personnes de religion ou d'ethnie différente, des immigrés ou travailleurs étrangers ou des supporteurs d'un autre parti politique. Par contre, avoir des personnes homosexuelles comme voisins semblent ne pas les plaire.

Aussi, on retient de ces résultats que la confiance aux autres groupes sociaux est restée majoritaire parmi les Maliens quel que soit le groupe social.

Problématique	Depuis plus d'une décennie, le Mali traverse une crise sécuritaire sans précédent dont les moteurs dynamiques sont principalement l'émergence des mouvements islamistes radicaux devenus très actifs et des conflits et tensions inter- et intra-communautaires dans le Nord et le Centre du pays (Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, 2020). En plus d'avoir occasionné des milliers de blessés et de pertes en vies humaines, des centaines de milliers de déplacés et d'énormes dégâts économiques, cette crise a perturbé la cohésion sociale dans le pays (Reeve, 2018 ; Lavallée, Roubaud, Razafindrakoto & Calvo, 2020).
Pertinence politique	Le Mali étant un peuple composite, la stigmatisation et les violences que subissent les membres de certaines communautés à cause de leur présence disproportionnée parmi les groupes djihadistes armés suscite de vifs débats (Cissé, 2020 ; Blanchard, 2022). Dans ce contexte, comment les Maliens ordinaires perçoivent-ils leur relation avec leurs concitoyens ?
Revue de littérature	✓ Blanchard, S. (2022). Comment endiguer la stigmatisation des Peuls dans le Sahel. DW. 24 juin. ✓ Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires. (2020). Mali : Les conséquences de l'insécurité sur les populations civiles suscitent de vives inquiétudes dans le nord et le centre du pays. ✓ Cissé, M. G. (2020). Comprendre les perspectives peules sur la crise au Sahel. Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique. 24 avril. ✓ Lavallée, E., Roubaud, F., Razafindrakoto, M., & Calvo, T. (2020). Au Mali, une cohésion sociale minée par les conflits. Conversation. 10 mars. ✓ Reeve, R. (2018). Le Mali à la croisée des chemins : Les artisans de la paix parlent des causes du conflit violent et des perspectives de paix. Peace Direct.

Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ Les Maliens sont fortement attachés à leur identité nationale : Seulement 14% tiennent à leur groupe ethnique plus qu'à leur identité nationale. ✓ Près de huit Maliens sur 10 (78%) disent que les membres des groupes ethniques auxquels ils appartiennent ne sont « jamais » injustement traités par le gouvernement à cause de leur ethnie. Toutefois, 21% affirment que la discrimination sur la base de l'ethnie survient « quelques fois », « souvent » ou « toujours ». ✓ L'écrasante majorité des Maliens disent qu'ils ressentent des liens forts avec les autres Maliens (96%) et que les autres citoyens les considèrent comme des Maliens tout comme eux (93%). ✓ La majorité des répondants disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance aux personnes d'autres groupes ethniques (81%) ainsi qu'à la plupart d'autres catégories de personnes. ✓ La majorité des citoyens maliens aimeraient ou seraient indifférents au fait d'avoir pour voisins les gens d'autres ethnies (92%) ou d'autres religions (87%), les immigrants (86%) et les supporteurs d'autres partis politiques (80%), mais pas les personnes homosexuelles. ✓ Huit Maliens sur 10 (81%) aimeraient ou seraient indifférents au mariage d'un membre de leur famille avec une personne d'un autre groupe ethnique.
Recommandations	Les Maliens sont restés soudés par un lien fort tout en gardant un niveau élevé de confiance interpersonnelle malgré la situation sécuritaire délicate que traverse le pays. Ils acceptent la cohabitation avec toutes les autres catégories de personnes à l'exception des personnes homosexuelles. Même si la majeure partie d'entre eux déclarent qu'il n'arrive jamais que les membres de leur groupe ethnique soient injustement traités par le gouvernement, le fait qu'une minorité significative dénonce ce genre de traitement constitue un appel aux gouvernants qui doivent faire des efforts pour prendre davantage des dispositions nécessaires pour mitiger ces pratiques.

1.3.3. Opportunités d'emplois dans l'économie des soins



Bien que le travail de soins rémunéré soit reconnu au niveau international et surtout dans

les pays développés comme stratégique, cela ne semble pas le cas au Mali avec une faible documentation sur le sujet. Pourtant, ce secteur de travail présente une importance majeure pour le développement économique et le bien-être des individus et des ménages dans un contexte de croissance démographique rapide, d'urbanisation rapide, de changements dans la structure démographique et des familles mais aussi de la présence plus grande des femmes sur le marché du travail. Le travail de soins est effectué beaucoup plus par les femmes et jeunes filles que les hommes, c'est pourquoi il est qualifié de "travail de femme" selon les normes sociales.

Au Mali, les relations de travail sont régies par le Code du travail suivant la Loi n°1992-20 du

18 août 1992 portant Code du travail et son Décret n°96-178/P-RM du 13 juin 1996 portant application du Code du travail au Mali qui définissent non seulement le travailleur et interdisent le travail pour certaines catégories de personnes, dont les enfants de moins de 15 ans. La discrimination, le harcèlement sexuel, etc. sont également interdits par le Code du travail. Seul, le personnel de maison bénéficie du Code de travail, en tout dans les textes, qui le classe en 7 catégories, d'employé ne possédant aucune qualification à maître d'hôtel avec référence. Les personnes interviewées ne semblent pas au courant de ce Code ni des avantages qu'il leur confèrent. Des salaires sont prévus pour chaque catégorie, montant largement inférieur au SMIG de 40'000 FCFA. En effet, le maître d'hôtel représentant la catégorie 7 ne bénéficie que d'un salaire de 35'049 FCFA. La loi n°95-029 portant Code de l'artisanat et l'arrêté n°96-1145/MIAT-SG du 19 juillet 1996 fixant la liste des métiers de l'Artisanat donne la nomenclature des métiers

d'artisanat qui ne couvre pas l'ensemble des domaines des services de soins. Quoique la liberté syndicale soit garantie par la législation en vigueur, très peu de travailleurs de soins sont organisés en syndicat. Seuls les travailleurs domestiques et les gardiens des sociétés de gardiennage et de prestations de services présentent des embryons de syndicats affiliés à l'UNTM et à la CSTM.

Le Mali dispose d'une politique nationale de protection sociale qui est perçue comme une composante clé dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Nonobstant l'existence de politique publique, la protection sociale peine à couvrir l'ensemble des travailleurs du Mali en général et des travailleurs de soins en particulier (5.2% des enfants par des prestations de protection sociale, 5.4% des femmes ayant donné naissance couvertes par une prestation de maternité, etc.).

Problématique	Dans le cadre de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes, les Etats membres des Nations-Unies ont signé de nombreuses conventions dont la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discriminations envers les Femmes (CEDEF), la Convention n°189 reconnaissant la contribution significative des travailleurs domestiques dans l'économie, la Convention n°156 adressant la question du travail domestique, de la protection sociale et de la sensibilité aux problèmes que rencontrent les travailleurs avec des responsabilités familiales Au Mali, le travail domestique non rémunéré s'exerce principalement dans le secteur informel rendant difficile sa prise en compte dans les politiques publiques. Il est à noter que le travail soins (hors santé) a des liens étroits avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), spécifiquement avec les cibles en lien avec la protection sociale, le travail de soins (SDG 5.4), l'éducation (ODD 4), la santé (ODD 3), l'emploi décent (ODD 8) et le financement pour l'égalité entre les sexes.
Pertinence politique	Le travail de soins rémunéré (hors soins de santé) constitue une composante importante d'opportunité d'emploi pour les femmes et les hommes dans le monde par la prise en charge directe rémunérée des personnes effectuées au sein d'un ménage ou d'une institution. Ce type de travail a des répercussions sur l'autonomisation économique des femmes et des filles. Bien qu'informel pour la plupart du temps au Mali, le travail de soins rémunéré est une grande pourvoyeuse d'emplois comme au niveau international. Ainsi, l'OIT dénombreait 215 millions de travailleurs dans les secteurs du soin en 2015. Ce nombre pourrait atteindre 358 millions en 2030 en termes d'emplois directs et indirects (OIT, 2024). Le travail de soins rémunéré est hétérogène et comprend des travailleurs aux niveaux de qualifications, d'instruction et de revenus différents. Ce secteur est généralement occupé par les femmes en majorité, 70% de la main-d'œuvre mondiale du secteur de la santé, selon l'OIT. Du fait de l'importance du travail de soins rémunéré, le Mali à l'image des pays développés devra élargir sa politique de protection sociale aux travailleurs de soins.
Revue de littérature	✓ African Union (2024) : Qualifié, essentiel mais sous-évalué. Il est temps de résoudre le paradoxe du travail domestique, avril ✓ Banque mondiale (2023), Recherche qualitative formative pour informer la conception de crèches pour le projet pour l'Autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD) Cameroun ✓ Banque mondiale (2023), Recherche qualitative formative pour informer la conception de crèches pour le projet pour l'Autonomisation des femmes et le

	dividende démographique au Sahel (SWEDD) Cameroun ✓ CRDI (2023), Trouver un équilibre dans le travail de soins pour atteindre l'égalité des genres, 27 octobre, https://idrc-crdi.ca/fr/histoires/trouver-un-equilibre-dans-le-travail-de-soins-pour-atteindre-legalite-des-genresre 2023 ✓ Farhana Khanam, Manon Langevin, Katherine Savage, Sharanjit Uppal (2022), Les femmes occupant un emploi rémunéré dans les professions de soins à autrui, Regards sur la société canadienne n°75-006-X au catalogue, 25 janvier ✓ ILO (2019), Prendre soin d'autrui : un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent ✓ Javier Herrera et Constance Torelli (), Chapitre 7. Travail domestique et emploi : quel arbitrage pour les femmes ?, Enquête 1-2-3 pp.231-259,
Méthodologie	Pour cette étude, l'on a utilisé principalement des données secondaires et des données primaires obtenues par interviews auprès d'informateurs clés. Il faut noter que la cartographie est le langage qui met en forme la réalité sur laquelle il faut agir, pour définir collectivement les problèmes à traiter et les moyens de les traiter (Martinai, 1996). Elle est un objet commun qui rend tangible une situation et facilite le dialogue et permet aux organisations et aux professionnels issus de cultures métiers différentes de dialoguer (Noucher, 2013). Elle facilite la compréhension d'un phénomène ou une situation, la discussion, le débat et in fine, la décision. L'exploitation des données de la base de données EMOP tout passage (3 à 5 ans) surtout les modules sur les activités domestiques (EA1B à EA1H), l'emploi, l'éducation (la scolarisation ou pas et la fréquentation de l'école), les dépenses et la santé ont permis d'isoler le travail de soins rémunéré (hors santé). Aux données secondaires tirées de l'EMOP s'ajoutent celles issues de l'exploitation des rapports existants sur l'environnement politique, institutionnel et réglementaire du secteur du travail des soins rémunérés.
Données utilisées	✓ EMOP, 2023 ✓ Données d'interviews auprès des informateurs clés
Principaux résultats	✓ Le pays a ratifié les principales conventions internationales sur le travail des enfants, notamment la convention n°138 sur l'âge minimum d'accès à l'emploi et la convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants, ratifié le 11 mars 2002 ✓ Le Mali s'est doté d'une liste de travaux dangereux interdit aux enfants (Arrêté n°20174388/ MTFP-SG du 29 décembre 2017 complétant la liste des travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans) conformément à la Convention 182 relatif aux pires formes de travail des enfants ✓ L'exploitation de l'EMOP 2020 a permis d'estimer à un peu plus de 100.000, le nombre de travailleurs de soins représentant 0,6% de la population en âge de travailler et 1,4% de la population totale en emploi ✓ Les domestiques, « bonnes » et aides ménagères représentent près de 90% des travailleurs de soins recensés dans la base de données EMOP ✓ Au Mali, les coûts d'accès aux services de soins varient en fonction non seulement du type de service mais aussi de la situation géographique de la localité (Bamako et autres villes), la fourchette d'accès aux aide-ménagères entre 10.000 FCFA et 25.000 FCFA par mois, les chauffeurs privés entre 30.000 FCFA et 75.000 FCFA par mois, les blanchisseurs entre 25.000 FCFA et 50.000 FCFA, etc.
Recommandations	L'Etat du Mali et de ses partenaires doivent insérer le travail de soins dans la politique nationale post-CREDD et dans la planification territoriale à court terme et d'intégrer le travail de soins dans les PDSEC des collectivités territoriales. Les organisations de travailleurs de soins doivent s'atteler à créer des syndicats des travailleurs de soins à l'image du syndicat des travailleurs domestiques à court terme, à renforcer les capacités des organisations membres à moyen terme et à jouer un rôle de représentation et de dialogue politique à moyen terme.

1.3.4. Femmes et gestion des conflits



La Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations-unies est apparue comme étant le référentiel fondamental des mécanismes de prévention et de gestion des conflits au Mali. Sa mise en œuvre est consacrée dans des Plans d'actions nationaux dont le dernier en date, PAN R1325, 2019-2023, finit pour laisser place

à sa prolongation dans un nouveau plan quinquennal. Les mécanismes formels de prévention et de gestion des conflits sont relativement nombreux. Ils s'opèrent dans des organismes qu'il est question de recenser et d'enquêter pour évaluer la participation des femmes. Des outils ont été administrés à cet effet permettant de recueillir des données sur leur création, fonctionnement et organisation ainsi que sur leur membership, sans oublier les domaines et piliers d'intervention, le partenariat et les enjeux et perspectives d'avenir

Problématique	En 2021, l'Annuaire statistique sur la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives a révélé la sous-représentation des femmes aussi bien dans les postes nominatifs qu'électifs, y compris dans les organes de prévention et de gestion des conflits comme jadis l'Accord d'Alger. Ce qui dénote une application limitée de la Loi n°052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Certes des actions avaient été prises, depuis 2020, pour augmenter le nombre de femmes dans les organes fonctionnels de l'Accord pour la paix, la situation de sous-représentation des femmes dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits demeure réelle. Aussi, pour avoir des données actualisées sur la représentation des femmes dans lesdits mécanismes, le CNDIFE a initié une consultation, objet du présent rapport. Le rapport fait le point des référentiels législatifs et réglementaires en matière de mécanismes formels de prévention et de gestion des conflits, évalue la participation des femmes auxdits mécanismes y compris la qualité de cette participation, et finalement trace les enjeux et perspectives d'avenir de la prévention et de la gestion des conflits au Mali.
Pertinence politique	La Résolution 1325 adoptée à l'unanimité le 31 Octobre 2000 et les résolutions subséquentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies adoptées par le Gouvernement du Mali constituent avec la législation nationale un cadre juridique important pour l'intégration de la dimension du genre et une opportunité de réduire les effets préjudiciables sur la femme tout en reconnaissant son rôle dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix. Ainsi, la prise en compte particulière de la femme devenait-elle un impératif auquel une plus grande importance devrait être accordée dans les politiques, plans et programmes en matière de prévention et de gestion des conflits. Le Plan d'Action 2019-2023 du Mali (PAN R1325) pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 et textes subséquents est la réaffirmation des engagements du gouvernement du Mali à appliquer les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur l'agenda Femmes, paix et sécurité. Il est le troisième plan du genre et prend en compte les priorités nationales, les leçons apprises de l'ancien plan ainsi que les bonnes pratiques d'autres pays. Il inclut des problèmes émergents tels que l'impact de la radicalisation et de l'extrémisme violent sur les femmes et les filles, la situation des femmes et des filles déplacées, le rôle des hommes pour l'avancement de l'égalité des sexes et la résilience des femmes face aux changements climatiques. Le mécanisme de prévention et de gestion des conflits au Mali est constitué de services publics, d'autorités indépendantes et d'organismes internationaux et d'organisations de la société civile. Il existe dans toutes les institutions de la République et dans tous les organes des collectivités territoriales soit des départements ministériels, des services techniques, des commissions ou sous –

	commissions ayant pour missions ou attributions la prévention et la gestion des conflits. En sommes, les femmes peuvent participer à la prévention et à la gestion des conflits à travers leur représentation dans les fonctions nominatives comme celles électives ou parfois même par des désignations, une pratique très courante dans les organisations locales et communautaires.
Revue de littérature	✓ Niagalé Bagayoko (2021), Les instruments internationaux de gestion des conflits au défi de la crise sahélienne, in Revue Défense Nationale n°841 - Juin 2021 ✓ CEDEAO (2001), Protocole A/SP1/12/01 sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnel au Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, Dakar 21 décembre ✓ CEDEAO (1999), Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, JO Cédéao, vol.37, Lomé 10 décembre ✓ CSNU (2000), Résolution 1325 (2000), 31 octobre ✓ République du Mali (2019), Plan d'actions national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) et des résolutions connexes du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'agenda femmes, paix et sécurité au Mali 2019-2023
Méthodologie	Pour la réalisation de cette étude, il sera fait appel à une équipe de consultants (consultant principal et consultant associé). Sous la supervision de l'équipe de consultants, la collecte des données sera réalisée par les agents du Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant (10) et des Directions régionales de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (deux par région). La transversalité du phénomène incite à la synergie des connaissances et expertises des intervenants sur le sujet. C'est à cela que se rattachera la mise en place d'un comité technique de suivi composé de représentants de ministères, de services techniques et d'organisations qui devra suivre et appuyer la consultation. Cette approche permettra de mieux appréhender les différentes préoccupations et également de mobiliser et d'impliquer plus efficacement les acteurs.
Données utilisées	Enquêtes quantitatives et qualitatives
Principaux résultats	✓ Sur les 44 organismes de prévention et de gestion des conflits identifiés, les femmes représentent 25% de l'effectif total contre 75% d'hommes, dont 30% au CNT représentant le plus haut score et seulement 13% dans les autorités indépendantes. ✓ Les femmes ont le plus grand taux de participation aux mécanismes de prévention et de gestion des conflits quand ceux-ci ont été créés par récépissé, 71% des membres. ✓ Dans le cas des seuls pouvoirs publics, le taux de participation des femmes aux mécanismes de prévention et de gestion des conflits est de 23%, en deçà de la moyenne de 25%. ✓ Tous les domaines présentés, à l'exclusion d'autres non spécifiquement indiqués dans le questionnaire, recueillent l'avis favorable de la majorité des répondants, les scores allant de 39% (violences faites aux femmes, égalité de genre et justice) à 94% (paix et réconciliation) et 90% (prévention des conflits). La sécurité, les droits humains et l'autonomisation des femmes ont l'assentiment de plus de la moitié des répondants, respectivement 61%, 58% et 55%. ✓ Au total, 68% connaissent le PAN R1325, 2019-2023 contre seulement 58% sa prolongation, ce qui est compréhensible car seuls les organes de gestions dudit PAN peuvent en être informés parce que travaillant déjà à l'élaboration de nouveaux documents stratégiques, les hommes un peu plus que les femmes
Recommandations	✓ Trois activités majeures parmi les 13 retenues sont véritablement à promouvoir ; ce sont (i) l'information et la sensibilisation sur la paix et la réconciliation (74% des suffrages, avec 50% des femmes et 94% des hommes), (ii) le renforcement des capacités en matière de prévention et de gestion des conflits (61% dans l'ensemble pour 59% les hommes et 64% les femmes, et (iii) l'organisation de rencontres intercommunautaires sur la paix et la cohésion sociale (39% dans l'ensemble, avec 50% des femmes et 29% des hommes)). ✓ Ainsi, l'unanimité est faite auprès des répondants du besoin de renforcement de capacités des organismes de prévention et de gestion des conflits, indépendamment de la région et du sexe.

	✓ Le Mali devra renforcer la promotion de la paix et de la réconciliation en s'appuyant sur la participation effective de toutes les parties prenantes y compris les communautés à la base. Pour ce faire, il faut promouvoir la culture de la paix et de la réconciliation à travers l'information et la sensibilisation sur cette thématique
--	--

1.4. Démocratie et gouvernance

La thématique de la démocratie et de la gouvernance est l'un des domaines récurrents de recherche de GREAT depuis sa création. Pour cette année, l'on s'est intéressé non seulement au marché de la démocratie en termes d'offre et de demande mais aussi au niveau de la corruption et les réponses politiques et finalement à la transparence, la participation et le contrôle du processus budgétaire national.

1.4.1. Offre et demande de démocratie

Démocratie



La plus récente enquête Afrobarometer – menée en juillet-août 2022, donc plus d'un an après le deuxième coup – permet d'évaluer les perceptions des Maliens sur différents aspects de la démocratie dans leur pays. Les résultats montrent que seuls quatre Maliens sur 10 disent préférer la démocratie à toute autre forme de

gouvernement, alors qu'ils sont deux tiers à rejeter la dictature et la règle du parti unique. De grandes majorités sont pour les gouvernements militaires et disent qu'il est légitime que l'armée prenne le contrôle du pays dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent du pouvoir au nom de leurs propres intérêts. Seulement une minorité des citoyens maliens pensent que leur pays est une démocratie bien portante, et près des trois quarts se disent mécontents de la manière dont elle est mise en œuvre dans le pays. Si peu de Maliens estiment que leur pays est plus démocratique qu'il ne l'était il y a cinq ans, ils sont la moitié à être optimistes pour un Mali plus démocratique à l'avenir.

Problématique	Les citoyens à travers leurs engagements peuvent renforcer la démocratie dans un pays. Leurs efforts pour veiller au bon fonctionnement des institutions étatiques et lutter contre la corruption, et leurs efforts pour la réalisation de projets d'intérêt public, contribuent à la gouvernance démocratique (Kuepie & Sougané, 2014). Cependant l'insécurité, l'absence de justice, la corruption et les intimidations sont des obstacles qui découragent parfois les citoyens de s'engager (Kapchie, 2017). Au Mali, le désintérêt pour la chose politique avait connu un regain. Entre 2014 et 2015, le taux des citoyens qui se sentaient proches d'un parti politique a baissé de 39% à 35%, pendant que celui des adhérents a reculé de 6 points de pourcentage (Razafindrakoto, Roubaud, Sougané, Tounkara & Traoré, 2015). Aussi, la confiance envers le président de la République, l'Assemblée Nationale et les partis politiques a largement chuté de 2014 à 2020 (Coulibaly, 2020).
Pertinence politique	Les Maliens se plaignaient de l'ampleur de la corruption parmi leurs gouvernants, du manque de politique sociale, de leurs conditions de vie et de l'insécurité grandissante dans le pays. A ces problèmes s'est ajoutée la crise provoquée par l'inversion des résultats des élections législatives du 30 mars et du 19 avril 2020 au profit de la majorité présidentielle. Ces situations ont suscité le mépris des Maliens, qui ont manifesté leur colère à travers une série de marches de protestation revendiquant la

	démission du Président Ibrahim Boubakar Kéïta (Murail, 2020). C'est dans ces circonstances que les militaires ont perpétré un premier coup d'Etat en août 2020, puis un second en mai 2021, entravant ainsi le fonctionnement des institutions démocratiques dans le pays (Africanews, 2023). Bien que cette incursion de l'armée sur la scène politique au mépris de toutes les règles démocratiques bénéficie d'un soutien populaire, il en demeure des voix dissidentes (Siegle & Ezinga, 2020).
Revue de littérature	✓ Africanews. (2023). Avant le Niger, plusieurs coups d'Etat récents au Sahel. 27 juillet. ✓ Coulibaly, M. (2020). Les Maliens ont moins confiance envers le Président de la République et les institutions étatiques qu'envers les chefs traditionnels et religieux. Communiqué de presse d'Afrobarometer. 3 août. ✓ Kapchie, S. (2017). Citoyenneté active au Cameroun : Enjeux, défis et perspectives. Friedrich Ebert Stiftung. ✓ Kuepie, M., & Sougané, A. (2014). Participation citoyenne au Mali : Entre mobilisation associative et engagement politique. Lien Social et Politiques, 71, 197-215. ✓ Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer. ✓ Murail, M. P. (2020). Insurrection populaire au Mali (juin, juillet, août 2020). Les blogs d'Attac. ✓ Razafindrakoto, M., Roubaud, F., Sougané, A., Tounkara, M., & Traoré, S. M. (2015). Dynamique de la gouvernance, la paix et la sécurité au Mali entre 2014 et 2015 : Une analyse à partir des modules GPS-SHaSA. Institut National de la Statistique. ✓ Savané, L., & Touré, F. (2021). Transition malienne : Politisation de l'armée ou militarisation du politique ? Conversation. 23 février. ✓ Siegle, J., & Ezinga, D. (2020). Attention au coup d'Etat « populaire ». Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique. ✓ Tandina, C. (2013). Second tour des législatives : Lamentable désamour populaire. Malijet. 16 décembre.
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ Seulement quatre Maliens sur 10 (39%) disent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement. ○ Le soutien à la démocratie a dégringolé de 36 points de pourcentage depuis 2014, pendant que la préférence pour un gouvernement non démocratique a plus que doublé. ✓ Les deux tiers des citoyens maliens disent rejeter la dictature (68%) et la règle du parti unique (67%). ✓ Cependant, environ huit Maliens sur 10 soutiennent les gouvernements militaires (78%) et affirment qu'il est légitime que l'armée prenne le contrôle du pays dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs intérêts personnels (82%). ✓ Seulement un quart (25%) des répondants pensent que leur pays est « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs ». Près des trois quarts (72%) se disent insatisfaits du fonctionnement de la démocratie au Mali. ○ La moitié (51%) des citoyens sont optimistes pour un Mali plus démocratique dans cinq ans.
Recommandations	Dans la perspective d'améliorer l'état et le niveau de soutien à la démocratie au Mali, l'identification et la prise en compte des éléments de dysfonctionnement s'imposent. Des facteurs tels que la lutte contre la corruption et la prise en compte des besoins de base des populations dans les offres politiques sont entre autres des pistes à explorer car ces facteurs constituent des éléments déterminant dans le fonctionnement normal de la vie démocratique d'un pays.

1.4.2. Mesure de la corruption et réponses politiques



Le présent rapport de l'enquête d'Afrobarometer fait le point du phénomène dans toutes ses dimensions (secteurs, acteurs, formes et risques dans la dénonciation) et en retrace l'évolution sur la décennie écoulée. Une large majorité des Maliens estiment que la corruption a diminué dans leur pays au cours des 12 derniers mois, un net revirement par rapport à 2020. Aux yeux des citoyens,

les juges et magistrats, les hommes et femmes d'affaires, les fonctionnaires, les agents des impôts, et les policiers et gendarmes seraient les plus trempés dans des affaires de corruption. En plus, bon nombre de citoyens disent avoir versé un pot-de-vin pour obtenir un service public.

Les Maliens pensent que les médias devraient contribuer à lutter contre la corruption en enquêtant et en publiant sur les cas de corruption et les erreurs du gouvernement. Ils approuvent les efforts du gouvernement dans le combat contre la corruption, mais pensent toujours risquer des représailles en signalant un acte de corruption.

Problématique	La corruption a connu une ampleur ces dernières années au Mali à telle enseigne que l'ex Président de la République feu Ibrahim Boubacar Kéïta, fraîchement élu en 2013, assignait à la lutte contre la corruption la priorité de son mandat. Sous ledit mandat, malheureusement, le phénomène ira en s'aggravant avec des scandales de corruption à la fin écourtée de son mandat en 2020 (Shipley, 2017 ; Bintou, 2023).
Pertinence politique	Sous la transition politique, de fin août 2020 à nos jours, le phénomène semble reculer quelque peu, et il est attendu qu'il poursuive sa décélération. Depuis la fin 2022, la lutte contre la corruption est inscrite au fronton de l'action gouvernementale avec pour preuves la poursuite judiciaire et l'incarcération de nombreux hommes politiques et d'affaires impliqués dans les détournements de fonds publics, la malversation et la délinquance financière (Africanews, 2022 ; Studio Tamani, 2023). Les poursuites se fondent sur les rapports du Bureau du Vérificateur Général et de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite.
Revue de littérature	✓ Africanews. (2022). Mali : L'allocation de logements sociaux suspendue sur fond de corruption. 16 février. ✓ Bintou, F. (2023). Révélation choquante : Affaires de corruption et de malversations impliquant des responsables gouvernementaux. Bamada.Net. 31 octobre. ✓ Dakaractu. (2022). Corruption : Visé par le trésor américain, le fils de l'ancien président malien IBK, Karim Keïta clame son innocence et clarifie. 15 décembre. ✓ Dulani, B., Asiamah, G. B., & Zindikirani, P. (2023). Face à une corruption croissante, les Africains affirment risquer des représailles s'ils en parlent. Dépêche No. 743 d'Afrobarometer. ✓ Le Cam, M. (2022). Scandale autour de Karim Keïta, fils de l'ex-président malien « IBK ». Le Monde. 23 juin. ✓ Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer. ✓ Shipley, T. (2017). Corruption et lutte contre la corruption au Mali. U4. ✓ Studio Tamani. (2023). Lutte contre la corruption : Des personnalités arrêtées, d'autres entendues. 1 septembre.
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et

	maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	✓ Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ La majorité (64%) des Maliens estiment que la corruption a diminué au cours des 12 derniers mois. Cette perception est montée en flèche depuis 2020. ✓ Les citoyens maliens pensent que parmi certaines institutions et leaders clés, les juges et magistrats, les hommes et femmes d'affaires, les fonctionnaires, les agents des impôts ainsi que les policiers et gendarmes sont les plus impliqués dans la corruption. ✓ Expériences de corruption dans des services publics : ○ Parmi les citoyens qui ont eu affaire à la police au cours des 12 derniers mois, 41% ont dû verser un pot-de-vin pour éviter des ennuis avec les policiers et 35% l'ont fait pour obtenir leur assistance. ○ Pareillement pour 17% des Maliens qui ont essayé d'obtenir un document d'identité, 13% de ceux qui ont obtenu un service médical et 10% de ceux qui ont sollicité un service dans une école publique. ✓ Près des trois quarts (74%) des sondés estiment que les médias devraient enquêter et publier constamment sur la corruption et les erreurs du gouvernement. ✓ La majorité (59%) des Maliens approuvent les performances de leur gouvernement dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, plus de deux fois plus qu'en 2020. ✓ Cependant, près des deux tiers (64%) des répondants estiment qu'il est plutôt risqué de signaler des actes de corruption contre seulement un tiers (34%) qui estiment être à mesure de le faire sans peur.
Recommandations	Même si les Maliens apprécient le combat qui est mené par le gouvernement contre la corruption, des efforts supplémentaires semblent nécessaires pour activer les services de lutte contre ce fléau dans toutes les contrées du pays et faire diminuer les risques de représailles qui planent sur les citoyens qui sont tentés de dénoncer les faits de corruption. La transparence budgétaire semble être faible dans toutes les régions, avec moins de la moitié des citoyens confirmant la probabilité d'accéder aux informations au niveau de l'école publique, de la commune et des achats de la commune. A cet effet, la région de Koulikoro serait à prioriser en matière de promotion de la transparence

1.4.3. Transparence, participation et contrôle budgétaire



Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire. L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 9ème édition de l'EBO couvre 125 pays.

Problématique	Le fait de rendre visibles et intelligibles les réalités des dépenses publiques est au cœur de la transparence budgétaire. Cela passe d'abord par la production et la
---------------	---

	diffusion d'informations en soi insuffisantes dans la mesure où la transparence passe par la présence d'un public capable de comprendre et d'agir. Les dépenses publiques doivent être communiquées sous une forme intelligible pour les organisations de la société civile mais aussi des citoyens ordinaires. La participation citoyenne dans le processus budgétaire semble problématique à cause des faiblesses constatées en matière de transparence budgétaire et de redevabilité. Les citoyens ne sont pas perçus comme les mandataires des gouvernants, et les politiques publiques ne reflètent pas de manière générale les besoins exprimés par les populations. Une telle situation peut favoriser et expliquer les crises sociopolitiques qui sévissent aujourd'hui dans certains pays de l'Afrique francophone dont le Mali.
Pertinence politique	La transparence apparaît comme un axe majeur des politiques de réformes des finances publiques. En effet, toutes les politiques de réformes telles que les directives de l'UEMOA, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Code de transparence se donnent comme objectif majeur l'amélioration durable de la transparence, de la fiabilité et de l'efficacité dans la gestion budgétaire. La participation citoyenne a pour fondement un principe démocratique, à savoir que toute personne touchée par une décision d'intérêt pour sa communauté devrait pouvoir y participer. Elle implique de surcroît cette promesse : la participation du public pourra influencer sur la prestation des services, la vision future et la durabilité de nos collectivités. Aucune définition de la participation citoyenne ne fait consensus pour l'instant et on observe de grandes variations dans l'utilisation du terme, qui recoupe certaines facettes de la consultation, de la participation, de la collaboration et de l'automatisation (empowerment).
Revue de la littérature	✓ Documents budgétaires ✓ Guide de transparence budgétaire (IBP)
Méthodologie	L'enquête sur le budget ouvert (EBO) évalue les trois composantes interdépendantes d'un système de redevabilité budgétaire : la disponibilité publique des informations budgétaires, les possibilités pour le public de participer au processus budgétaire et le rôle et l'efficacité des institutions de contrôle officielles, notamment le corps législatif et la cour des comptes nationale (appelée ici "institution supérieure de contrôle" ou ISC). La majorité des questions de l'enquête évaluent ce qui se passe dans la pratique, plutôt que ce qui est prescrit dans la loi. Les questions incluses dans l'EBO sont basées sur les bonnes pratiques généralement acceptées en matière de gestion des finances publiques. Par exemple, l'enquête évalue la disponibilité publique des informations budgétaires en prenant en compte la publication dans les délais et le contenu de huit documents budgétaires clés que tous les pays devraient publier au cours des phases d'élaboration, d'approbation, d'exécution et d'audit du processus budgétaire.
Données utilisées	✓ Questionnaire OBI
Principaux résultats	✓ Le Mali a un score de transparence de 10 (sur 100), légèrement supérieur à celui de 2021 (8%) mais loin derrière le Bénin qui est le champion de la transparence en Afrique francophone avec un score de 79%, le Niger 33% et le Burkina 30% ✓ Un score de 9% de participation des citoyens au processus budgétaire contre une moyenne mondiale de 15% ✓ Un contrôle budgétaire du CNT de 30% (niveau faible) ✓ Un niveau de contrôle de la section des comptes de la cour suprême de 67% (suffisant)
Recommandations	✓ Publication en ligne du Projet de budget de l'exécutif, du Budget des citoyens des Rapports en cours d'année dans les délais. ✓ Produire et publier la Revue de milieu d'année, le Rapport de fin d'année et le Rapport d'audit en ligne en temps utile ✓ Mettre en place des mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire. ✓ Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer. ✓ Faire participer activement les communautés vulnérables et sous représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent. ✓ Des commissions parlementaires doivent examiner le Projet de budget de l'exécutif et publier en ligne les rapports contenant leurs analyses.

1.5. Recherche de partenariat pour études et recherche



Pour diversifier ses sources de financement, GREAT a eu à postuler à plusieurs offres qui n'ont pas été malheureusement fructueuses. Il s'agit principalement de (i) l'offre des Nations-Unies sur la réalisation de l'analyse situationnelle sur le handicap au Mali dans le cadre du projet UNPRPD (Partenariat des Nations Unies pour les droits des

personnes handicapées), (ii) la proposition des thèmes à l'ODHD sur les cartes de pauvreté communale du Mali, (iii) l'évaluation comparée de la pauvreté monétaire selon qu'on intègre ou non la parité de pouvoir d'achat locale, (iv) l'inégalité de répartition de la densité des infrastructures sociales de base, (v) l'accès des personnes vivant avec un handicap à l'éducation et à l'emploi, (vi) l'évolution de l'accès comparé des pauvres et des non pauvres à la protection sociale et (vii) l'offre de réalisation d'une étude de l'analyse rapide du genre au compte UNFPA.

1.5.1. Analyse situationnelle sur le handicap

Partenaire	UNPRPD
Contexte	✓ L'amélioration des conditions de vie de groupes vulnérables domine de plus en plus les objectifs des acteurs du développement international. Parmi ces groupes vulnérables, les personnes vivant avec un handicap constituent une cible privilégiée des partenaires au développement dont les Nations-Unies. La dynamique au sein de cette organisation internationale vise principalement à assurer la prise en compte des personnes vivant avec le handicap dans toutes les politiques, plans et actions des pays, et principalement ceux en développement. Dans l'opérationnalisation de cette vision, plusieurs mécanismes et fonds d'appui aux pays ont été mis en place, y compris le fonds UNPRPD (Partenariat des Nations Unies pour les droits des personnes handicapées). Il convient de signaler que l'UNPRPD est ainsi l'un des rares mécanismes de financement qui rassemble des entités des Nations-unies, des gouvernements, des acteurs humanitaires, des Organisations de personnes handicapées (OPH) et la société civile au sens large pour soutenir la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) et les objectifs de développement durable (ODD). ✓ Il est primordial que les fonds alloués à la question du handicap soient consacrés aux leviers les plus pertinents afin de maximiser leur impact sur la condition des personnes vivant avec le handicap. C'est dans cette dynamique que l'analyse situationnelle sur le handicap est menée. Elle devra donc permettre de faire un état des lieux du handicap au Mali dans toutes ses dimensions et servir ainsi de boussole aux actions de l'ensemble des partenaires de développement.
Objectifs	L'objectif de l'analyse situationnelle est de doter les acteurs du développement d'un référentiel aidant à cerner la situation du Handicap et des gaps existants dans le pays, et concourir à mieux ajuster les actions des intervenants.
Méthodologie	La présente analyse situationnelle du handicap au Mali se fera suivant une démarche participative, basée sur le genre et aussi suivant les guidelines de l'UNICEF en matière d'analyse de situation (SitAn) en général, celle des personnes handicapées en particulier. De ce fait, elle va allier aussi bien les méthodes qualitatives que quantitatives. ✓ Les méthodes qualitatives vont porter sur l'exploitation de la revue de littérature (analyse documentaire). Les données nécessaires à cette analyse seront des données secondaires disponibles sur le handicap au Mali, afin qu'elle informe

	l'ensemble du processus. Les entretiens qualitatifs se feront au moyen d'un guide d'entretiens individuels et de focus groupes. Les recueils de données qualitatives se feront dans des ateliers d'échanges tenant compte du genre et du type de handicap, individuellement comme auprès d'organisations de personnes handicapées. ✓ Pour les données qualitatives recueillies lors des entretiens qualitatifs, le traitement se fera avec le logiciel Excel, après transcription des enregistrements et notes prises par les agents de terrain. La collecte se fera essentiellement sous forme de focus groupes (FGD) auprès des groupes de femmes et d'hommes et d'entrevues avec des informateurs clés (KII) auprès des experts et parties prenantes et responsables d'organisations de personnes vivant avec un handicap. Les enquêteurs pourront également procéder par des observations directes, étant présents sur le terrain.
Résultats attendus	✓ Rapport provisoire ✓ Rapport final

1.5.2. Cartes de pauvreté communale

Partenaire	ODHD
Contexte	Les cartes de pauvreté partent des données microéconomiques d'une enquête budget-consommation pour générer une variable quantitative de bien-être sur des données de recensement. Une fois une telle variable d'intérêt estimée, il est dès lors aisé de procéder à l'analyse de la pauvreté, directement dans la base de données du recensement
Objectifs	✓ L'approche des cartes de pauvres permet de disposer d'un classement exhaustif des 819 communes du pays par indice de pauvreté monétaire. Il en est de même des 19 régions et du district de Bamako du Mali. ✓ Une description détaillée de la distribution de la pauvreté non pas sur un échantillon d'individus mais sur l'ensemble de la population telle que dénombrée au sortir d'une opération exhaustive de recensement, RGPH5 ✓ Les cartes de pauvreté sont très utiles à l'analyse et au suivi de la pauvreté, au ciblage des pauvres et à la prise de décision en matière de lutte contre la pauvreté à l'échelle de tout le pays et dans toutes ses subdivisions administratives.
Méthodologie	Bases de données du RGPH5 de 2022 et de l'EMOP de la même année, l'approche des cartes de pauvreté (ou "Poverty mapping") couple ainsi données d'enquêtes et de recensement. Ainsi sont joints les avantages de ces deux sources d'informations, ce qui permet d'évaluer l'impact des programmes de développement local sur les conditions de vie des populations
Résultats attendus	✓ Disponibilité d'un classement exhaustif des 819 communes, des 19 régions et du district de Bamako du Mali par indice de pauvreté monétaire. ✓ Une description détaillée de la distribution de la pauvreté non pas sur un échantillon d'individus mais sur l'ensemble de la population telle que dénombrée au sortir d'une opération exhaustive de recensement, RGPH5 ✓ Évaluer l'impact des programmes de développement local sur les conditions de vie des populations

1.5.3. Pauvreté et parité de pouvoir d'achat

Partenaire	ODHD
Contexte	L'évaluation de la pauvreté monétaire sur les seules dépenses par tête contient l'effet différencié des prix des biens et services selon les régions, communes ou localités. Ainsi, les zones où les niveaux de prix sont relativement faibles apparaîtront pauvres comparativement à celles où les prix sont plus élevés même que le panier de consommation serait le même. Aussi, est-il important de mesurer la pauvreté avec ou sans correction des niveaux de prix entre agglomérations pour comparaison et reclassification des régions selon leurs indicateurs respectifs de pauvreté monétaire (incidence, profondeur ou sévérité). Comme les enquêtes EMOP (Enquête modulaire

	intégrée auprès des ménages) ne collectent pas les prix mais directement les achats et autoconsommation des produits évalués à leur prix d'achat ou équivalent, les données EHCVM (Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages) de l'INSTAT (Institut national de la statistique), donnent l'opportunité unique d'intégrer les prix dans l'évaluation de la pauvreté au Mali.
Objectifs	Il s'agit précisément d'utiliser les prix afin de corriger le profil de pauvreté des régions initialement établi sur la base des dépenses, évaluées directement ou à partir des prix locaux des biens et services.
Méthodologie	Traitement de la base de données EHCVM auprès de l'INSTAT. La réalisation de ce thème nécessite une compréhension fine de la méthodologie d'enquête et d'estimation de la pauvreté sans qu'il soit forcé de reproduire les résultats déjà obtenus mais de réunir les meilleures conditions d'application d'une autre méthodologie d'évaluation des dépenses des ménages. Au besoin, il sera envisagé de revoir les échelles d'équivalence si des résultats contrintuitifs persistent.
Résultats attendus	✓ Révision du profil de pauvreté établi sur la base des consommations de biens et services évaluées à leurs prix locaux ✓ Construction d'un indice spatial des prix (ISP) à l'aide d'une méthodologie à développer à l'instar de celle des parités de pouvoir d'achat du système des Nations-Unies ✓ Ré-estimation des consommations de biens et services des ménages à l'aide de l'indice ISP construit ✓ Etablissement du nouveau profil de pauvreté compte tenu de l'indice spatial des prix ✓ Comparaison des deux profils de pauvreté et en tirer les conséquences ✓ Révision des échelles d'équivalence si des résultats contrintuitifs persistent.

1.5.4. Inégalités de répartition de la densité des infrastructures sociales de base

Partenaire	ODHD
Contexte	Il permettra de faire la cartographie des infrastructures en fonction de la population des collectivités territoriales (régions, communes) afin de dégager les différences dans la dotation en infrastructures sociales desdites collectivités et ainsi de dégager celles à prioriser dans les plans futurs d'investissements en services sociaux de base. Les ODD ont fait des infrastructures la fondation du développement durable, avec (i) en réseau, l'énergie, les transports, les déchets, la communication numérique, et (ii) hors réseau les écoles et centres de santé, les marchés, les installations industrielles, les centres communautaires, les bâtiments publics, les logements et abris, etc. Aussi, l'ODD9 (bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation) établit-il des liens entre les infrastructures et tous les ODD, cible par cible. Il porte sur 3 aspects majeurs du développement durable, les infrastructures, l'industrialisation et l'innovation, le premier (celui qui nous intéresse ici) étant relatif aux installations physiques fondamentales, indispensables au fonctionnement de la société et des entreprises.
Objectifs	Etablir une cartographie de répartition territoriale des infrastructures sociales de base avec prise en compte de la densité population cible des collectivités territoriales
Méthodologie	Traitement de la base de données du RGPH5 de 2022 dans sa composante infrastructures des SE
Résultats attendus	✓ Faire l'inventaire des personnes vivant avec un handicap par type d'handicap ✓ Etablir la situation sur le marché du travail (personne en âge de travailler, en emploi, en sous-utilisation de main-d'œuvre y compris en situation de chômage) ✓ Etablir la situation scolaire ou universitaire (en âge scolaire ou universitaire, à l'école, en abandon scolaire, non scolarisée) des personnes vivant avec un handicap en comparaison avec la situation du reste de la population ✓ Répartir les personnes vivant avec un handicap selon le niveau d'éducation et le diplôme et comparer avec la situation du reste de la population ✓ Faire la cartographie territoriale (région, commune, milieu de résidence) dès l'accès des personnes vivant avec un handicap à l'éducation et à l'emploi ✓ Faire des recommandations de politiques publiques favorables à l'accès des personnes vivant avec un handicap à l'éducation et à l'emploi

1.5.5. Personnes avec handicap face à l'éducation et à l'emploi

Partenaire	ODHD
Contexte	L'accès des personnes vivant avec un handicap à l'éducation et à l'emploi constitue un défi majeur aujourd'hui et reste un véritable enjeu de développement. L'importance accordée à cette question a amené, en 2001, l'Assemblée générale des Nations-unies à créer un Comité Ad Hoc chargé "d'étudier les propositions sur l'élaboration d'une Convention internationale globale et intégrée visant à promouvoir et à protéger les droits et la dignité des personnes vivant avec un handicap". Cette initiative a abouti à l'adoption, le 13 décembre 2006, de la Convention des Nations-unies relative aux Droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif (CDPH-PF) et son entrée en vigueur le 3 mai 2008. Ladite Convention a pour objet de promouvoir, protéger et assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque. Le Mali s'est engagé à améliorer l'accès des personnes en situation de handicap dans l'emploi avec l'adoption en 2018 de la Loi n°2018-027 du 12 juin 2018 relative aux droits des personnes vivant avec un handicap et son décret d'application n°2021-0662/PT-RM du 23 septembre 2021 fixant les modalités d'application de la Loi n°2018-027 du 12 juin. Malgré cette volonté politique, cependant, la protection, la promotion et l'autonomisation des personnes vivant avec un handicap en matière d'éducation et d'emploi demeurent insatisfaisantes au Mali
Objectifs	Mesurer les niveaux globaux et désagregés par caractéristique sociodémographique (région, commune, milieu de résidence, caractéristiques démographiques des ménages et de leurs chefs des personnes vivant avec un handicap).
Méthodologie	Traitement de la base de données du RGPH5 de 2022 dans sa composante Population
Résultats attendus	✓ Faire l'inventaire des personnes vivant avec un handicap par type d'handicap ✓ Établir la situation sur le marché du travail (personne en âge de travailler, en emploi, en sous-utilisation de main-d'œuvre y compris en situation de chômage) ✓ Établir la situation scolaire ou universitaire (en âge scolaire ou universitaire, à l'école, en abandon scolaire, non scolarisée) des personnes vivant avec un handicap en comparaison avec la situation du reste de la population ✓ Répartir les personnes vivant avec un handicap selon le niveau d'éducation et le diplôme et comparer avec la situation du reste de la population ✓ Faire la cartographie territoriale (région, commune, milieu de résidence) de l'accès des personnes vivant avec un handicap à l'éducation et à l'emploi ✓ Faire des recommandations de politiques publiques favorables à l'accès des personnes vivant avec un handicap à l'éducation et à l'emploi

1.5.6. Pauvreté et protection sociale

Partenaire	ODHD
Contexte	Ces dernières années, la protection sociale est devenue une nouvelle priorité pour les pays du Sud et pour les politiques de développement. Cette élévation de la protection sociale au nombre des instruments privilégiés des politiques de développement marque un changement de paradigme fondamental par rapport aux décennies antérieures. La protection sociale a longtemps été considérée comme un instrument peu approprié pour les pays en développement. La protection sociale est de plus en plus considérée comme un moyen essentiel de faire reculer la pauvreté dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Elle est destinée à donner aux pauvres et aux catégories vulnérables davantage de moyens de s'affranchir du dénuement et de faire face aux risques et aux chocs, surtout à travers les régimes non contributifs dont les transferts sociaux, en espèces ou en nature, la gratuité de soins et de médicaments, etc. Comment a-t-elle évolué ces dix dernières années, tant en faveur des pauvres que des non pauvres.
Objectifs	Mesurer le progrès vers la réduction de l'écart entre pauvres et non pauvres dans l'accès à la protection sociale
Méthodologie	Traitement des bases de données EMOP module combiné emploi-dépenses, de 2014

	à 2023
Résultats attendus	✓ Etablir les indices de pauvreté appropriés (monétaire et multidimensionnelle) pour chacune des dix dernières années ✓ Établir l'évolution dans le temps des niveaux d'accès des pauvres et des non pauvres à la protection sociale ✓ Mesurer l'écart d'accès à la protection sociale, globalement et par caractéristique sociodémographique ✓ Mesurer le niveau d'effort national d'accès universel à la protection sociale ✓ Faire des recommandations de politiques publiques de prise en charge de l'effort national

1.5.7. Analyse rapide du genre

Partenaire	UNFPA
Contexte	Le Mali est soumis à une crise multidimensionnelle politique, sécuritaire, climatique, avec d'importantes conséquences socioéconomiques et des répercussions sur la qualité de vie et l'accès aux services de base de la population, y compris pour les femmes, les hommes et les enfants. En 2023, le contexte humanitaire au Mali est resté marqué par une crise complexe découlant d'une situation sécuritaire volatile, exacerbée par des facteurs de vulnérabilité structurelle, les défis socioéconomiques et le changement climatique
Objectifs	L'objectif global de l'étude est la conduite d'une analyse rapide genre dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, au Mali. Cette analyse vise les objectifs spécifiques suivants : ✓ Mesurer l'impact sexospécifique différencié des crises en cours, avec une approche intersectionnelle (âge, handicap...), sur les rôles et responsabilités des hommes et des femmes, à savoir (i) prise de décision au niveau des ménages et des communautés, (ii) accès et contrôle des ressources, (iii) participation à la prise de décision au niveau des ménages et des communautés, (iv) accès à différents services, (v) atténuation des risques VBG et mécanismes de résilience ✓ Évaluer la perception et la satisfaction des femmes et des filles, ainsi que des hommes et des garçons, de la riposte humanitaire fournie au Mali (abris et AME, EHA, éducation, logistique, nutrition, protection, santé VBG, sécurité alimentaire) par rapport à la prise en compte de leurs besoins et intérêts spécifiques, et à l'atténuation des risques de protection, y compris VBG ✓ Déterminer si des mesures plus spécifiques ou supplémentaires par rapport à la réponse humanitaire sont nécessaires pour garantir des résultats équitables pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons, à tous les âges, et les différents statuts et vulnérabilités.
Méthodologie	✓ La méthodologie ici utilisée est la revue documentaire et l'analyse des données qualitatives et quantitatives. Les données nécessaires à cette analyse seront des données secondaires disponibles sur le genre au Mali, afin qu'elles informent l'ensemble du processus. Les entretiens individuels qualitatifs, en focus groupe ou en KII seront réalisés avec des guides d'entretien. Tous les outils sont préalablement validés par ONU-Femmes. ✓ Le traitement et l'analyse des données nécessiteront une stratégie mixte combinant à la fois des approches d'analyse quantitative et qualitative. L'utilisation des deux approches permettra de quantifier et contextualiser les informations recueillies selon les considérations sociodémographiques, mais aussi comprendre les mécanismes qui génèrent les résultats. ✓ Le traitement des données qualitatives recueillies lors des entretiens qualitatifs, le traitement se fera avec le logiciel Qualitative Data Analysis (QDA Miner). Il consistera à transcrire littéralement, à l'aide d'un ensemble de fichiers appelé "Projet", les informations recueillies au cours des entretiens. Ces informations seront recueillies sous forme d'enregistrement audio et de texte (notes prises). Les données transcrites sont classées en fonction des thématiques clés. Au terme de la transcription littérale, il s'agira ensuite de procéder à l'analyse de contenu en créant des codes (attributs) exhaustifs et appropriés pour qualifier les diverses idées avancées par les personnes interrogées. La seconde étape de l'analyse de

	contenu est d'étudier les relations entre les caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées et les codes assignés aux opinions. À cette étape, il est possible d'évaluer comment le contenu d'une entrevue est lié à l'âge, au niveau d'éducation, à la religion, ou au sexe de la personne interrogée. ✓ Le traitement et les analyses seront réalisés à l'aide du logiciel SPSS en fonction des thématiques classées par objectif spécifique de l'étude. Nous utiliserons différents outils statistiques descriptives (tendance centrale, dispersion, proportion) et de présentation (tableaux croisés, les graphiques, etc.) pour établir le portrait des résultats globaux qui permettront de faire un état des lieux du genre au Mali dans toutes ses dimensions et servir ainsi de boussole aux actions de l'ensemble des partenaires de développement. Pour des besoins de comparaison temporelle, avant et après crise, nous traiterons les données de l'EMOP 2018 et celle de 2023 (la plus récente disponible).
Résultats attendus	✓ Résumé exécutif ✓ Introduction ✓ Méthodologie ✓ Résultats et analyse par domaine d'enquête, conformément à la méthodologie ✓ Recommandations pour les acteurs humanitaires (générales et par cluster / sous-cluster)

2. Enquêtes

L'année 2024 aura été plus riche en enquêtes que 2023, avec 5 enquêtes enregistrées à l'actif du GREAT contre seulement 2 l'année précédente. Il s'agit des enquêtes (i) auprès des cadres dirigeants d'entreprises sur la compétitivité internationale dans le cadre du rapport du Forum économique mondial, (ii) Afrobarometer Round 10, (iii) CNDIFE sur la représentation des femmes dans les mécanismes formels de prévention et de gestion des conflits au Mali, (iv) ONU-FEMMES sur la cartographie de l'offre de soins (hors soins de santé) et des effets du travail de soins non rémunéré sur l'autonomisation des filles et des femmes au Mali, et (v) ONEF sur l'évaluation de l'impact du retrait du Mali de la CEDEAO sur l'emploi et la formation professionnelle.

2.1. Enquête mondiale d'opinion auprès des entreprises

Objet	Rapport sur la compétitivité du Forum économique mondial 2024
Domaines d'investigation	✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Infrastructures et tourisme ✓ Dynamisme et capacité du secteur privé ✓ Dynamisme et capacité du secteur public ✓ Environnement d'affaires ✓ Travail et emploi ✓ Ecosystème d'innovation ✓ Gestion des risques ✓ Politique industrielle
Partenaire	WEF (World Economic Forum)
Durée	2 mois
Période	mai – juin 2024
Echantillon	94 entreprises dans les régions de Sikasso, Ségou, Mopti, Kayes et Bamako
Principales activités	✓ Impression des questionnaires ✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

2.2. Enquête de perceptions sur la démocratie et la gouvernance

Objet	Mesurer la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali
Domaines d'investigation	✓ Identification et caractéristiques de la section d'énumération ✓ Sélection du ménage et répondant ✓ Information sur le répondant ✓ Information sur les conditions économiques du pays ✓ Information sur les conditions de vie du ménage et de la communauté du répondant ✓ Les dernières élections et les futures élections dans le pays ✓ Type d société ✓ Système politique dans le pays ✓ Confiance aux institutions et corruption ✓ Accès aux services publics dans le pays ✓ Les problèmes les plus importants du pays ✓ Performance du gouvernement actuel dans le pays ✓ Rôle des jeunes et des femmes dans la communauté et dans le pays ✓ La résolution des litiges dans la communauté ✓ Evénements météorologiques dans la communauté ✓ Conditions environnementales dans le pays et dans la communauté ✓ Médias et sources d'informations sur la politique et autres sujets ✓ Influence des autres pays au Mali

	✓ ZLECAF, sortie de la CEDEAO et création de l'AES ✓ Transition et les élections ✓ Droits en matière de santé reproductive ✓ Confiance interpersonnelle et cohabitation. ✓ Condition économique et occupation principales
Partenaire	Afrobarometer
Durée	4 semaines
Période	Octobre-novembre 2024
Echantillon	1200 hommes et femmes âgés de 18 ans et plus dans toutes les régions et le district de Bamako
Principales activités	✓ Adaptation et finalisation du questionnaire ✓ Elaboration des questions spécifiques pour le Mali ✓ Traduction du questionnaire dans 5 langues locales (Bambara, peulh, Soninké, Sonrhāi et Tamasheq) ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Rédiger le manuel des enquêteurs ✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de base de données ✓ Rédaction des communiqués de presse, PPT et des dépêches ✓ Dissémination des résultats

2.3. Femmes et organismes formels de prévention et de gestion des conflits

Objet	La représentation des femmes dans les mécanismes formels de prévention et de gestion des conflits au Mali
Domaines d'investigation	Les principaux domaines d'intervention de l'organisme Les principaux piliers d'action de l'organisme Les principaux partenaires de l'organisme Les principaux bénéficiaires des actions de l'organisme Propre connaissance de l'enquête sur (i) la Résolution 1325 (2000) des Nations-Unies, (ii) le PAN R1325, 2019-2023 et (iii) la prolongation du PAN R1325, 2019-2023 les principaux objectifs pour l'avenir de l'organisme Les principales activités à promouvoir
Partenaire	CNDIFE (Centre National de documentation et d'information sur la femme et l'enfant)
Durée	1 mois
Période	Novembre 2024
Echantillon	Les structures en charge de la gestion de conflits
Principales activités	✓ Elaboration du questionnaire ✓ Formation des agents de collecte ✓ Traitement et analyse des données ✓ Production du rapport d'enquête

2.4. Entretiens avec les acteurs de l'économie des soins

Objet	La cartographie de l'offre de soins (hors soins de santé) et des effets du travail de soins non rémunéré sur l'autonomisation des filles et des femmes au Mali
Domaines d'investigation	✓ Cadre législatif et réglementaire ✓ Types de soins rémunérés (hors santé) ✓ Offres de services de soins rémunérés ✓ Conventions internationales sur les services de soins (hors santé) ✓ Potentiel de créations d'emplois sur les services de soins (hors santé) ✓ Politiques/plans de développement

Partenaire	ONU-FEMME
Durée	1 mois
Période	Décembre 2024
Echantillon	✓ L'administration en charge de soins (hors soins de santé) au Mali ✓ Les praticiens des soins (hors soins de santé) ✓ Le secteur privé œuvrant dans le domaine de soin ((hors soins de santé)
Principales activités	✓ Elaboration des guides d'entretien ✓ Administration des guides d'entretien ✓ Saisie des guides ✓ Traitement et analyse des données ✓ Production du rapport

2.5. Collecte des données auprès des projets CEDEAO

Objet	Evaluation de l'impact du retrait du Mali de la CEDEAO sur l'emploi et la formation professionnelle
Domaines d'investigation	✓ Identification des projets programment ✓ Création d'emploi ✓ Perte d'emploi ✓ Evaluation de l'intervention du Projet/programme/structure/entité (PPSE)
Partenaire	ONEF (Observatoire nationale de l'emploi et de la formation)
Durée	1 mois
Période	Décembre 2024
Echantillon	Les projets, programmes, structures et toutes entités en lien avec la CEDEAO au Mali
Principales activités	✓ Dépôt et récupération des questionnaires auprès des entités cibles ✓ Saisie, traitement et analyse de base de données ✓ Production du rapport

3. Formation et renforcement des capacités

En tant que centre de recherche et de formation, GREAT est amené à offrir ses services pour renforcer les capacités de ses partenaires mais aussi capaciter son personnel pour lui permettre de répondre favorablement aux besoins de plus en plus dynamiques des partenaires qui le sollicitent.

3.1. Ateliers de formation

Depuis 2023, GREAT, par le biais de son personnel, assure la formation des auditeurs au Master en économie quantitative calculable (MEQC) de la FSEG en modélisation en équilibre général calculable (MEGC) ainsi qu'à son application pratique à partir du logiciel GAMS.

3.1.1. Modélisation en équilibre général calculable

Les modèles jusqu'ici construits peuvent être scindés en 4 classes :

- ✓ les modèles macroéconométriques
- ✓ les modèles VAR (Vector Auto-Regression), du début des années 90 pour la prévision économique
- ✓ les modèles d'équilibre général calculables ou MEGC, l'étude du long terme et des chocs ou des mesures de politiques économiques structurelles e.g. introduction d'un nouvel impôt, libéralisation des échanges, etc.
- ✓ les modèles RBC (Real Business Cycles) ou modèles de cycles réels, pour l'analyse de l'effet des politiques conjoncturelles de stabilisation.

A la différence des modèles macroéconométriques dont les paramètres sont estimés par l'économétrie, l'estimation des MCEG se fait par calibrage i.e.:

- ✓ construire une base de données pour une année ou une décennie quelconque
- ✓ chercher à faire correspondre l'équilibre du marché avec cette base de données, et donc trouver tous les paramètres qui permettent cette correspondance
- ✓ utiliser le modèle estimé pour analyser les effets d'un changement dans la politique économique
- ✓ mesurer la sensibilité des résultats à la valeur des paramètres structurels choisis.

Thème	Initiation à élaboration d'un Modèle d'équilibre général calculable
Modules de formation	Modèle AUTA (une économie fermée, sans gouvernement)
	✓ Matrice de comptabilité sociale AUTA
	✓ Définition des ensembles
	✓ Définition des variables et des paramètres
	✓ Ecriture des équations
	✓ Calibrage
	Modèle AUTETA (une économie fermée, avec gouvernement)
	Passage du modèle AUTA au modèle AUTETA
	✓ Identification des données à ajouter pour passer de la MCS AUTA à la MCS AUTETA
	✓ Identification des variables, paramètres et équations à ajouter à cet effet
Revue de littérature	Modèle EXTER (une économie ouverte, avec gouvernement et reste du monde)
	Passage du modèle AUTETA au modèle EXTER
	✓ Identification des données à ajouter pour passer de la MCS AUTETA à la MCS EXTER
	✓ Identification des variables, paramètres et équations à ajouter à cet effet
	✓ B. Decaluwé, A. Martens, L. Savard (2001), La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable", Presses de

	l'Université de Montréal, Collection Universités francophones, Montréal ✓ CERCAP, GREAT (2014), Elaboration d'un modèle d'équilibre général calculable dans le cadre de l'évaluation de l'impact des APE UE-ACP sur le secteur de l'agro-industrie au Mali, février ✓ GREAT (2011), Impacts de la crise mondiale sur l'économie du Mali, GREAT_Cahiers n°37, avril-juin ✓ M. Bah et M. Coulibaly (2007): Mali 2001 – Matrice de comptabilité sociale et modèle d'équilibre général calculable, GREAT Cahiers n° 21, Bamako, avril – juin. ✓ D. Boccanfuso, F. Cabral, F. Cissé, A. Diagne, L. Savard (2003): Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal – Une approche par la modélisation en équilibre général calculable micro-simulé, Cahier de recherche / Working paper, 03-33, CIRPEE, août ✓ Savard L (2005) : Utilisation des MEGC dans l'analyse de la pauvreté et des inégalités.
Auteur	Massa COULIBALY

3.1.2. Initiation au logiciel GAMS

Il s'agit ici d'initier des apprenants du MEGC à mettre le modèle théorique en langage informatique à l'aide du logiciel GAMS. Tout comme le modèle théorique, on part du modèle le plus simple au plus complexe c'est-à-dire d'AUTA à EXTER en passant par AUTETA. Cette approche pédagogique vise à faire ressortir, de manière progressive, l'impact de l'introduction de l'État dans le modèle AUTA, tant au niveau des variables que des paramètres, puis celui de l'ouverture au reste du monde dans le modèle AUTETA. Les travaux de programmation sur GAMS pour les trois modèles suivent les mêmes étapes, à savoir :

- ✓ la création d'un dossier qui abritera tous les fichiers dont le modèle aura besoin pour tourner
- ✓ la création d'un projet qui permet à GAMS de lire tous les fichiers secondaires liés au fichier principal
- ✓ la création du fichier principal sur GAMS et des sous-fichiers GAMS que le modélisateur créera selon le besoin de la même façon que le fichier principal. Les sous-fichiers sont parties intégrantes du modèle.

Thème	Initialisation à GAMS
Modules de formation	Programmation des modèles (AUTA, AUTETA et EXTER) sur GAMS ✓ saisie des données ou calibration ✓ spécification du modèle ✓ résolution du modèle (identification et correction des erreurs) ✓ simulation, exportation des résultats
Revue de littérature	✓ M. Bah et M. Coulibaly (2007): Mali 2001 – Matrice de comptabilité sociale et modèle d'équilibre général calculable, GREAT Cahiers n° 21, Bamako, avril – juin. ✓ D. Boccanfuso, F. Cabral, F. Cissé, A. Diagne, L. Savard (2003): Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal – Une approche par la modélisation en équilibre général calculable micro-simulé, Cahier de recherche / Working paper, 03-33, CIRPEE, août ✓ Bernard Décaluwé, André Martens, Luc Savard (2001): La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable, Les presses de l'Université de Montréal ✓ Savard L (2005) : Utilisation des MEGC dans l'analyse de la pauvreté et des inégalités. ✓ Alain Sand – Zantman (1994): Modèles d'équilibre général calculable et répartition des revenus dans les pays en voie de développement – Quelques éléments d'évaluation, Document Erudite n° 94-09, Erudite – Université Paris

	XII et CEDI – Université Paris XIII.
Auteur	Moussa COULIBALY

3.2. Renforcement de capacités

Au cours de l'année écoulée, les chercheurs de GREAT n'auront participé qu'à trois sessions de renforcement de capacités, (i) Cadrage macro-budgétaire à partir du MME_DNPD rénové (Modèle macro-économique de la DNPD rénové), (ii) Elaboration de la matrice de la comptabilité sociale sur les données de 2020 (MCS_2020), (iii) Programmation et modélisation sur Julia.

3.2.1. Cadrage macro-budgétaire par MME_DNPD

Thème	renforcer la pratique de cadrage macro-budgétaire avec l'utilisation de MME_DNPD rénové
Modules de formation	✓ Modèle rénové MME_DNPD ✓ Matrice de passage
Lieu	Salle de la formation de la DNPD ACI 2000 Bamako
Période	20 novembre au 03 décembre 2024 à Bamako
Durée	2 semaines
Organisateur	DNPD
Formateur	M. Bady Ebe, Conseiller résident en analyse macro-budgétaire à AFRITAC de l'Ouest ; M Issaka Niangao, Expert du FMI
Supports	✓ Modèle rénové MME_DNPD ✓ TRE ✓ TCEI ✓ BDP ✓ Matrice de passage ✓ Documentation
Participants	30 personnes
Certification	RAS

3.2.2. Elaboration de la matrice de comptabilité sociale

Thème	Elaboration de la Matrice de comptabilité sociale sur données de 2020 (MCS_2020)
Modules de formation	✓ Macro_MCS_2020 ✓ Micro_MCS_2020
Lieu	Ségou, Centre Gabriel CISSE
Période	22-28 décembre 2024
Durée	1 semaine
Organisateur	INSTAT
Formateur	Kadidia Traoré et Mossa ASSIBIT
Supports	✓ TRE ✓ TCEI ✓ QàQ (matrice de transferts)
Participants	20 personnes
Certification	RAS

3.2.3. Programmation et modélisation sur Julia

Thème	Programmation et modélisation sur Julia
Modules de formation	- Prise en main de Julia - Modélisation économique - Optimisation et simulation dans Julia

	- Similarités entre GAMS et Julia
Lieu	En ligne
Période	22 au 24 juillet 2024
Durée	4 jours
Organisateur	Université du Wisconsin
Formateur	Mitch Phillipson
Supports	Julia World
Participants	+30 personnes
Certification	RAS

4. Communication et information

Le chapitre "communication et information" est structuré autour de 4 points principalement, la dissémination faisant le point de la diffusion des résultats des études et recherche menées au cours de l'année, les ateliers, séminaires et conférences abordant la participation des chercheurs à ces événements, les ateliers de validation scientifique et enfin le Great_Café.

4.1. Dissémination

Les résultats d'études 2024 n'ont pas fait l'objet d'activités de dissémination, par contre la plupart d'entre eux feront l'objet de dissémination en 2025. Cependant, GREAT a participé à une dissémination de partenaires.

Dissémination de l'Etude sur les causes et les effets du divorce

Thème	Les causes et les effets du divorce (avant, pendant et après la procédure)
Public cible	✓ Les membres du gouvernement ✓ Les Institutions de la République ✓ Les structures de l'administration ✓ Les Collectivités territoriales ✓ La Société civile ✓ Le Secteur privé et les PTF
Date	13 juin 2024
Lieu	Bamako, l'hôtel les Colonnes à l'ACI 2000
Animateurs	✓ Les régions concernées : Kayes, Koulikoro, Sikasso et Bamako ✓ Période : de 2019 à 2020 ✓ 140.000 divorces en 2020 selon studio Tamani ✓ Les textes nationaux et internationaux sont foulés au pied au Mali selon le DG de l'ONDD ✓ Collecte des données à travers des entretiens et revue documentaire ✓ 115 personnes interviewées dont des juges matrimoniaux, femmes divorcées, mariées et en instance de divorce, des représentants d'organisation féminine et de défense des droits de la femme, des enfants de couple divorcé, des conseillers conjugaux, des agents d'état civil, des chefs religieux, etc.) ✓ Les causes de divorces sont répertoriées parmi lesquelles : l'intime conviction du juge, l'influence de la belle famille, les réseaux sociaux et la téléphonie mobile, l'impréparation des couples, le mariage par intérêt, etc. ✓ Effets du divorce sur la femme avant la procédure : dépression, désarroi, pression sociale, stigmatisation, précarité matérielle et financière ✓ Pendant la procédure : œil blâmer de la société, persécution de la femme par l'homme, sentiment d'insécurité, féminicide, sentiment de culpabilité ✓ Après la procédure : précarité, exposition aux mœurs légères, stress émotionnel, sentiment de libération de liens contraignants, etc. ✓ Sur les enfants : déperdition scolaire, problèmes de comportement, mise en cause des intérêts vitaux de l'enfant, stress émotionnel.

4.2. Ateliers, séminaires et conférences

4.2.1. Identification des canaux de transmission dans un modèle macro-climatique

Thème	Modèle macro-climatique de Banque mondiale
Public cible	- DNPD - INSTAT - DNTCP - DGB

	DGDP DGD DGI CPS/SDR CPS/SETC CPS/SICAETIP BCEAO CERCAP GREAT
Date	16 juillet 2024
Lieu	Bamako, Salle de réunion de la Banque mondiale ACI 2000
Animateurs	MTI. Elia KIM IEC BRENT, KEN
Compte rendu	✓ Contexte – Rappel des recommandations de l’atelier de décembre 2023 ✓ Présentation des canaux de transmission additionnels modélisés ✓ Résumé des conclusions et prochaines étapes

4.2.2. Analyse des ressources en eau par modélisation macro-climatique

Thème	Modèle macro-climatique de Banque mondiale
Public cible	DNPD INSTAT DNTCP DGB DGDP DGD DGI CPS/SDR CPS/SETC CPS/SICAETIP BCEAO CERCAP GREAT CT/CSLP
Date	16 décembre 2024
Lieu	Bamako, Salle de réunion de la Banque mondiale ACI 2000
Animateurs	MTI. Giulio, Maïmouna IEC BRENT, KEN
Compte rendu	✓ Introduction et Contexte ✓ CCDR et Rappel des recommandations de l’atelier de juillet 2024 ✓ Analyse Ressources en Eau – Méthodes ✓ Analyse Ressources en Eau – Résultats ✓ Les groupes discutent les questions principales ✓ Restitution des travaux de groupes

4.2.3. Validation des résultats du cadrage macroéconomique actualisés

Thème	Validation des résultats du cadrage macroéconomique actualisés dans le cadra du DPBEP 2025-2027
Public cible	DNPD INSTAT DNTCP DGB DGD DGI DGDP CPS/SDR CPS/SME BCEAO

	CERCAP GREAT
Date	04 mars 2024
Lieu	Bamako, Salle de formation de la DNPDI
Animateurs	M. Zoumana Sangaré Mme Hatiga Diakité
Compte rendu	✓ Hypothèses de cadrage contexte national. ✓ Perspectives 2025 ✓ Résultats cadrage 2025-2027

4.2.4. Réponses du CPM aux besoins de cadrage de l'ENP Mali 2063

Thème	Travaux de cadrage de la vision 2063 : (i) Information du comité d'un besoin de cadrage dans le cadre de Mali 2063, (ii) Faire l'Etat de lieu des Inputs disponibles à cet effet, (iii) Planification des activités à cet effet et (iv) implémentation des scénarii
Public cible	DNPDI INSTAT DNTCP DGB DGD DGI CPS/SDR BCEAO GREAT
Date	11-22 mars 2024
Lieu	Bamako, Salle de formation de la DNPDI
Animateurs	M. Zoumana Sangaré Mme Hatiga Diakité
Compte rendu	✓ Information ✓ Etat de lieux des données ✓ Planification des activités ✓ Implémentation des scénarii et leur interprétation

4.2.5. Présentation des résultats du cadrage de la vision Mali 2063

Thème	Partage des résultats du cadrage au profit de la vision Mali_2063 pour avoir un taux de croissance de 10% à l'horizon de 2033
Public cible	DNPDI INSTAT DNTCP DGB DGD DGI CPS/SDR BCEAO GREAT
Date	17 avril 2024
Lieu	Bamako, Salle de formation de la DNPDI
Animateurs	M. Zoumana Sangaré Mme Hatiga Diakité
Compte rendu	✓ A politique inchangée, le taux croissance calculer a donné 11, en faisant une prévision séquentielle le modèle ne pouvant prendre une prévision de long terme. ✓ A politique optimiste, la transformation de la structure de l'économie en créant des unités de transformation aussi bien au niveau du coton que de l'or sont des créneaux à cet effet ✓ Un scénario pessimiste a également été discuté sous forme de persistance de l'insécurité

4.2.6. Consultations avec les parties prenantes sur l'offre de soins rémunérés

Thème	✓ Africa Care Economy Index (Indice Africain sur les services de soins) ✓ Présentation des objectifs de l'étude
Public cible	✓ Les membres du gouvernement ✓ Les Institutions de la République ✓ Les structures de l'administration ✓ Les Collectivités territoriales ✓ La Société civile ✓ Le Secteur privé et les PTF
Date	05 décembre 2024
Lieu	Bamako, Grand Hôtel
Animateurs	Monsieur Sadou DOUMBO, Economiste de l'ONU Femmes Boubacar Bougoudogo
Compte rendu	✓ Travail des soins rémunéré et non rémunéré ✓ Index sur l'économie des soins ✓ Composantes et résultats-clés pour les pays africains en mettant l'accent sur le Mali ✓ Recommandations principales ✓ Potentiel de création d'emploi ; exemple sur l'éducation préscolaire ✓ Financement de l'économie de soins ✓ Objectifs de l'atelier ✓ Résumé des TDR et méthodologie de l'étude ✓ Résultats préliminaires ✓ Difficultés rencontrées ✓ Sollicitations des participants ✓ Constitution de groupes de travail

4.2.7. Breakfast-meeting-on-care-economy

Thème	Travail de soins non rémunérés et autonomisation économique des femmes au Mali 1. Concepts, implications et recommandations politiques 2. Les liens entre les services de garde d'enfants et l'élimination du travail des enfants 3. Valorisation du temps de travail domestique
Public cible	✓ Les membres du gouvernement ✓ Les Institutions de la République ✓ Les structures de l'administration ✓ Les Collectivités territoriales ✓ La Société civile ✓ Le Secteur privé et les PTF
Date	30 septembre 2024
Lieu	Bamako, l'hôtel les Colonnes à l'ACI 2000
Animateurs	Muriel Ametoglo Ricardo Sadou Doumbo
Compte rendu	1. Concepts, implications et recommandations politiques ✓ Travail = dépense de temps et d'énergie ✓ Soins directs et indirects (contribuant aux soins e.g. nettoyage, lessive, etc.), rémunérés et non rémunérés ✓ Pourquoi se soucier que les femmes consacrent plus de temps au travail de soins non rémunéré que les hommes, participation réduite au marché du travail, manque d'emplois décents, inégalités accrues homme-femme, inégalités intergénérationnelles ✓ Impacts sur le PIB et les recettes fiscales, 17.6% PIB au Mali ✓ Les défis, normes sociales (34% des hommes au Mali préfèrent que leurs femmes restent au foyer) + tsnr invisible, sous-évalué et négligé + absence de données statistiques ✓ ODD 5.4

	✓ Alliance mondiale pour les soins, lancée en 2021 par le Mexique et Onu-femmes ✓ Approche du 3R (reconnaitre – réduire la pénibilité et la durée de temps – redistribuer) ✓ De 3R à 5R, reconnaître – réduire – redistribuer – rétribuer équitablement – dialogue social et négociation
2.	Les liens entre les services de garde d'enfants et l'élimination du travail des enfants ✓ Projet ACCEL Africa dans une dizaine de pays dont le Mali, CI, Ghana, Nigeria, Kenya, Ouganda ✓ Améliorer les opportunités éducatives ✓ Soutien aux parents qui travaillent ✓ Promouvoir l'égalité et l'équité homme-femme ✓ Réduire la vulnérabilité économique ✓ Conventions OIT sur les services de soins pour tous les travailleurs, n° 183 (2000), 102 (1952), 156 (1981), 189 (2011) ✓ Résolution OIT sur le travail décent et l'économie du soin de 2024 ✓ Recommandation OIT 202 (2012) sur les socles de protection sociale ✓ Exemples d'extension des services de garde aux travailleurs de l'économie informelle ✓ Recommandations, plaidoyer collectif, approches intégrées, subvention et soutien, investissement gouvernemental, accès aux services de qualité, soutien à la participation des femmes au marché du travail
3.	Valorisation du temps de travail domestique ✓ 9% PIB mondial ✓ Méthodologie NTTA sur les données EHCVM 2018-2019 ✓ 21.6 heures / semaine les femmes contre 5.7 pour les hommes ✓ A partir de 34 ans les femmes font moins de travail non rémunéré ✓ 23% du revenu du travail aux femmes pour 79% de la production du temps de travail domestique ✓ Recommandations, reconnaître à travers enquête budget-temps (2008) et valoriser, réduire et redistribuer, en faire un enjeu économique ✓ 2016 et 2022, études sur le tdnr
4.	Discussions ✓ Sogoba, C'est une grande opportunité de création de revenu par le secteur privé ✓ Aïssata, le travail agricole des femmes n'est tout aussi pas rémunéré ✓ Rémond Berthé, axer les réflexions sur les femmes rurales qui pour la plupart n'ont pas été à l'école et leurs enfants n'iront pas non plus à l'école ✓ Mme Sina Demba, un peu de sélectivité dans la liste des participants avec plus de PTF et ONG internationales que de partenaires publics locaux + le ministère de la promotion de la femme (projet plateformes multidimensionnelles), celui de la fonction publique ✓ Mme Fomba, des tâches traditionnellement dédiées à la femme, est-ce que l'INSTAT est associé lui qui produit les données, il y a toujours des résistances qui font qu'on n'avance pas ✓ Marie (Onu-femmes), nécessité de continuer ces ateliers touchant aux normes sociales, comment les congés de paternité sont utilisés ✓ Lamine Togola (Radio rurale internationale), c'est le sujet le plus difficile à traiter à la radio, il importe de mener des activités de sensibilisation en impliquant tous les acteurs ✓ Amadou Yalcouyé, les résidences polluent en deuxième position après les transports dans le district de Bamako, d'où les activités domestiques dont la cuisson, il faut impliquer les services sociaux de base au niveau local ✓ Félicité Savadogo, féliciter le Mali pour ses avancées dans ce domaine, il faut arrêter de dire "ménagère" ✓ Mme Coulibaly, le Mali a le plus faible taux de préscolarisation qui d'ailleurs n'existe qu'en milieu urbain

4.2.8. Célébration du 25^{ème} anniversaire de Afrobarometer

Thème	Amplifier la voix des africains
Public cible	Les principaux responsables du CEO et des organes de décision et de gestion

Date	17 juillet 2024
Lieu	Accra
Animateurs	Andrew Dabalen Boniface Dulani
Compte rendu	✓ plaisir et honneur de vous accueillir à Accra sur la démocratie et la gouvernance en Afrique ✓ impacts des rapports annuels sur l'Afrique ✓ différentes thématiques e.g. changements climatiques, genre, travail des enfants, chaque round nous en introduisons ✓ engagement et solidarité ✓ projet de recherche d'influence en Afrique ✓ gloire aux fondateurs et aux 12 premiers pays participant aux enquêtes ✓ des évidences générées ✓ données de haute qualité utilisées par différents acteurs ✓ appel à donation à tous pour l'anniversaire ✓ parler de corruption était trop politique avant les recherches ✓ le rôle et la signification des données dans les politiques publiques et la prise de décision ✓ contextualiser le développement de l'Afrique ✓ faible tendance de croissance en ASS ✓ courte durée moyenne d'expansion ✓ élasticité création d'emploi de la croissance et élasticité pauvreté de la croissance ✓ pertes de revenu par habitant suite à la faible et instable croissance ✓ questions: pourquoi la faible croissance en ASS, est-ce à cause de la pauvre transformation agricole, du faible capital humain, des inégalités, quel est le rôle des chocs, quid des institutions ✓ connecter les points (connecting the dots) inégalités dans la consommation, mobilité intergénérationnelle, les performances du gouvernement en création d'emplois, en gestion de l'économie et en fourniture de services publics, la participation politique, la production de recherche de la part des institutions africaines, la transparence et la redevabilité (inflation et indépendance de la banque centrale), la résolution de l'incertitude ✓ favorable aux nouvelles technologies (robotiques, voitures intelligentes, Chat GPT) ✓ la vérité contre la désinformation ✓ appel à plus d'utilisation des données, les données étant la devise de l'information et du savoir (capter la pulsion des populations, rendre l'administration plus efficiente) ✓ le Mali est le bon exemple de cette évolution, après avoir célébré la démocratie célébré le régime militaire) ✓ soutien à la démocratie ✓ offre de démocratie ✓ déterminants des attitudes démocratiques ✓ évolution des préférences de régimes de 2011 à 2023 ✓ évolution des normes et institutions démocratiques ✓ évolution de la satisfaction avec la démocratie

4.3. Ateliers de validation scientifique

Compte tenu de son statut de think tank, GREAT a participé à la validation de plusieurs thèmes de recherche au cours de l'année écoulée.

4.3.1. Analyse de la collecte des données science, technologie et innovation

Auteurs	Institut national de la statistique (INSTAT)
Participants	✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif
Date	19 décembre 2024
Lieu	Bamako, Mémorial Modibo Kéita

Présentateurs	Monsieur Seydou Doumbia, INSTAT
Compte rendu	✓ Observations ✓ Commentaires ✓ Questions et réponses

4.3.2. TDR des études sur la santé numérique et du diagnostic de la mendicité

Auteurs	ODHD
Participants	✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d'enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ Représentant de la SCB ✓ Personnes ressources
Date	19 juillet 2024
Lieu	Bamako, Salle de Conférence Zoumana Bassirou FOI'ANA
Présentateurs	Consultants ODHD
Compte rendu	✓ Contexte et justification ✓ Objectifs des deux études ✓ Résultats des deux études ✓ Profils des consultants / Bureau d'étude ✓ Méthodologie des deux études ✓ Durée et chronogramme de chaque étude ✓ Financement des études

4.3.3. Validation du protocole de recherche sur la santé numérique

Auteurs	ODHD
Participants	✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d'enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ Représentant de la SCB ✓ Personnes ressources
Date	09 septembre 2024
Lieu	Bamako, Salle de Conférence Zoumana Bassirou FOI'ANA
Présentateurs	✓ Dr Ousmane LY ✓ Mr Ousmane Diallo ✓ Dr Mamadou Fadiala Sissoko ✓ Mr. Zoumana Koné
Compte rendu	✓ Cette étude vise à évaluer l'impact de la digitalisation des soins de santé sur l'amélioration de la couverture sanitaire universelle (CSU) au Mali. L'étude se concentrera sur l'amélioration de la qualité des soins, la réduction des coûts et l'amélioration de la prise de décision grâce à l'utilisation des technologies numériques en santé. Les résultats permettront de guider les politiques de santé numérique et les investissements futurs. ✓ L'étude sera menée de septembre 2024 à 2024 et impliquera l'utilisation de méthodes mixtes, incluant des enquêtes sur le terrain, des entretiens semi-structurés, des focus groups, et l'analyse des données existantes. Les participants seront recrutés parmi les professionnels de la santé, les décideurs politiques, et les patients, en particulier ceux issus de groupes vulnérables. Les données seront collectées de manière anonyme et analysées pour évaluer l'impact de la digitalisation sur la CSU. ✓ Aucun risque physique ou psychologique majeur n'est attendu pour les participants à cette étude. La participation est volontaire et les réponses fournies seront strictement confidentielles. ✓ Bien que la participation à l'étude ne procure pas d'avantages directs, les résultats de cette recherche pourraient contribuer à améliorer les services de santé pour toute la population malienne, en particulier pour les groupes vulnérables. Les résultats aideront également à orienter les décisions politiques et les investissements futurs dans le domaine de la santé numérique

4.3.4. Examen technique du rapport provisoire de recherche sur la santé numérique

Auteurs	ODHD
Participants	✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d'enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ Représentant de la SCB ✓ Personnes ressources
Date	12 décembre 2024
Lieu	Bamako, Salle de Conférence Zoumana Bassirou FOI'ANA
Présentateurs	✓ Ousmane Ly ✓ Ousmane Diallo ✓ Mamadou Fadiala Sissoko ✓ Zoumana Koné
Compte rendu	✓ Chaque objectif spécifique a été abordé par une méthode adaptée ✓ La population cible de l'étude comprenait les professionnels de la santé, les décideurs politiques, les patients avec un accent particulier sur les groupes vulnérables tels que les femmes enceintes, les enfants, et les personnes âgées et les experts en santé travaillant sur la digitalisation de la santé au Mali. ✓ Cette étude a été basée principalement sur les 6 régions du Sud et du Centre afin d'identifier deux structures de santé déjà digitalisées par le projet SanDi (dont un CSCOM et un CSRÉF) et deux structures de santé non digitalisées (dont deux CSCOM). ✓ Les résultats de l'étude quantitative montrent que 67 % des répondants perçoivent une amélioration de l'accès aux soins grâce à la digitalisation, notamment dans les régions où des outils tels que la téléconsultation sont déployés. 50 % des répondants identifient des défis majeurs dans la digitalisation, notamment le manque d'interopérabilité et de formation. 83 % des répondants estiment que les outils numériques ont amélioré la performance de la collecte des données. ✓ Les entretiens qualitatifs révèlent que cette amélioration est principalement attribuée à la réduction des déplacements pour les consultations spécialisées et à la rapidité accrue des diagnostics, en particulier pour les patients vivant en zones rurales. Les professionnels de santé soulignent que l'absence de formation continue et le manque d'équipements adéquats nuisent à l'efficacité des outils numériques, confirmant les données quantitatives. Les entretiens montrent que les professionnels de santé apprécient la précision et la fiabilité des données numériques, mais ils expriment des préoccupations quant à la maintenance des équipements et à la fiabilité des connexions Internet. ✓ L'intégration des résultats qualitatifs et quantitatifs révèle que le financement de la santé numérique au Mali reste un défi multidimensionnel, nécessitant une mobilisation accrue des ressources nationales et internationales. ✓ Les résultats montrent un financement national insuffisant, nécessitant une amélioration des mécanismes de mobilisation des ressources locales. ✓ Les résultats révèlent une forte dépendance aux financements internationaux, mais avec des défis liés à la pérennité et à l'appropriation locale.

4.3.5. TDR des études sur l'éducation pour le développement et l'agriculture intelligente

Auteurs	ODHD
Participants	✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d'enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ Représentant de la SCB ✓ Personnes ressources
Date	18 juillet 2024
Lieu	Bamako, Salle de Conférence Zoumana Bassirou FOI'ANA
Présentateurs	Consultants ODHD
Compte rendu	✓ Contexte et justification ✓ Objectifs des deux études ✓ Résultats des deux études

	✓ Profils des consultants / Bureau d'étude ✓ Méthodologie des deux études ✓ Durée et chronogramme de chaque étude ✓ Financement des études
--	---

4.3.6. Validation de l'éducation pour le développement et l'agriculture intelligente

Auteurs	ODHD
Participants	✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d'enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ Représentant de la SCB ✓ Personnes ressources
Date	11 octobre 2024
Lieu	Bamako, Salle de Conférence Zoumana Bassirou FOI'ANA
Présentateurs	Boubacar MACALOU Dr Tiémoko DEMBELE
Compte rendu	✓ Introduction ✓ Problématique ✓ Objectifs ✓ Hypothèses de recherche ✓ Questions de recherche ✓ Résultats attendus ✓ Méthodologie ✓ Considérations éthiques ✓ Chronogramme de mise en œuvre des activités

4.4. GREAT_Café

Le "GREAT_Café" est un concept créé par GREAT pour échanger sur les grandes préoccupations nationales aussi bien par son personnel que par des experts externes. Comme à l'accoutumée, GREAT a fait recours à un expert pour animer un Café sur les valeurs ancestrales de nos contrées.

Thème	Valeurs ancestrales de nos contrées
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	09 juillet 2024
Lieu	Bamako
Présentateurs	Mr Gabriel Tiénou dit Djawuro
Compte rendu	Il est bobo et s'identifie Kunakana et parle la langue Bunabère qui est héritée de la langue Soninké. Il est originaire de Wouné de l'arrondissement de Mafounè. Il exerce la profession de journaliste depuis 2014 et promoteur d'un site en ligne Kama Info. Il dit être Profondément attaché aux valeurs ancestrales depuis plus d'une dizaine d'année, et s'est beaucoup investi dans la recherche des valeurs endogènes. Selon lui, ces valeurs ont permis de réaliser un certain nombre d'empires, de royaumes, des sociétés bien structurées qui par la force du temps ont été convoitées de part et d'autre jusqu'à l'arrivée des explorateurs soumis par des inventions que nous avons connu qui ont conduit également de la déstructuration de nos sociétés et de nos valeurs endogènes. La tradition est diverse, il y a plusieurs traditions selon les communautés, selon les contrées et même parfois selon certains villages et c'est pourquoi, pour parler de tradition, il faut être en contact direct avec la communauté pour en apprendre. La tradition Bobo a beaucoup de familiarité et de similarités avec d'autres traditions, d'autres cultures ça veut dire qu'elle est influencée par celle des Minianka, des Dogons, des

Bambaras et des peulhs.

Les valeurs ancestrales ou valeurs traditionnelles sont assises d'abord sur la famille qui compose la communauté. Dans la communauté Bobo, ces valeurs sont enseignées par initiation depuis le bas âge. Ces valeurs vont développer une capacité intellectuelle à l'enfant de comprendre d'abord, de faire le discernement entre le bien et le mal.

Le bien et le mal est tout ce qui peut garantir la cohésion sociale dans une communauté, dans une société s'il est bien compris selon les modèles qu'on développe et selon ce qu'on veut prioriser, Ce qui est interdit chez les Bobos n'est pas forcément ce qui est interdit chez les peulhs.

Les valeurs ancestrales ou valeurs traditionnelles sont développées à travers les comtes et les devinettes pour tester la capacité d'anticipation de l'enfant. Ces valeurs sont enseignées avec l'initiation à plusieurs niveaux. Par exemple chez les Bambaras les enfants sont circoncis or la circoncision n'est pas une partie intégrante des valeurs endogènes de la communauté Bobo. Si on prend cette valeur de circoncision chez les Bambaras, elle suivi par tout un rituel et tout un cérémonial qui va conduire à des enseignements de sortie d'adolescence vers l'âge adulte avec la compréhension des responsabilités qu'il faudrait désormais comprendre, assumer. Ces mêmes enseignements continus chez les Bobos mais sous autre formes. Il y a une autre pratique chez les Bobos où les jeunes sont fortement enseignés aux valeurs ancestrales pour les conduire à être des hommes à défendre leur propre honneur, celui de la famille, défendre le village et la communauté. Ces valeurs sont enseignées dans l'endurance parce que les adolescents qui doivent être enseignés font trois (3) semaines dans la brousse pendant la saison froide. Ce sont les personnes initiées qui donnent des enseignements et ces enseignements sont d'ordre ;

- ✓ Médical
- ✓ Protection en terme mystique
- ✓ D'autres connaissances (occultes)

La particularité chez les Bobos c'est qu'au-delà de cette formation que les jeunes bénéficient pendant les 3 semaines en pleine brousse, il y a également la notion de famille qui va resurgir. Cette formation permet à l'adolescent de devenir un homme et de connaître les réalités de la vie. Cette formation se termine par la sortie des masques autour de laquelle le lot a toujours un leader, le plus âgé et le plus jeune ont le même privilège.

Dans le village, chaque famille détient une connaissance. Il y a des connaissances qui sont réservées uniquement à certaines familles et ne sont pas partagées en dehors de la famille. Il y a des familles qui sont respectées à cause de leurs connaissances mystiques.

Au-delà de 40 ans, l'homme intègre le « DO » qui est l'initiation suprême pour apprendre des codes de langages des initiés. Ces codes de langages sont enseignés aussi aux femmes en ménopause car elles ne pourront plus se divorcer pour aller se remarier avec un autre homme ailleurs.

Le Bobo à l'âge de 70-80 ans font un rituel pour se retirer un peu de la vie publique ce qui lui interdit de sortir et de rentrer par la même porte que les autres et serait en mesure de résoudre certains problèmes. C'est quand la famille est en difficulté, il va consulter les fétiches pour trouver la solution.

Quand il a eu la colonisation, ça commencé par les inventions et les razzias de Samory Touré suivi d'El Hadj Oumar Tall, le Bwatou n'a pas réellement connu la colonisation en tant que telle. La seule colonisation qui avait réellement commencé à gagner du terrain a été la colonisation occidentale française qui a été soldé par une révolte à cause du comportement inhumain des blancs. Cette révolte a réuni les Miniankas, les Dogons et quelques rares Peulhs entre 1915-1916 durant laquelle les acteurs se sont faits des renoms comme Banzani Théra, Ladji Dembélé (Grand père de Guimba National), Kodio, Sogoba qui étaient des chefs de guerre sont illustrés par leurs courages et leurs bravoures.

En 1918-1919, les missionnaires ont commencé à venir parce que les Bobos n'ont pas accepté réellement se soumettre même étant affaibli pour résister, ils étaient catégoriques et préféraient la mort que de se soumettre. Puisque les missionnaires ont compris que par la voie des armes on ne peut pas régler ce problème, il faut amener la religion. Leur stratégie était de mettre les gens en prison de préférence le jeudi et le samedi le missionnaire vient les faire tirer du supplice de la prison des colons, il te demande de te rendre le dimanche à

	l'Eglise et ces gens seront désarmer moralement et spirituellement avec les 10 commandements tirés des 42 lois du mât. Avant la colonisation, il n'y avait de prison dans nos communautés parce qu'il y avait une justice préparatoire ou l'auteur se chargeait de mettre la victime dans ses droits. Au-delà de la formation d'initiation de l'individu, on va rentrer un peu dans ans le cadre des cultes qui ont été diabolisés « Boli » c'est-à-dire les fétiches. Il y a des fétiches du village, les fétiches de la famille et des fétiches individuels dans la communauté Bobo. Le fétiche du village a trois rôles : 1. Protéger le village contre les catastrophes naturelles 2. Surveiller les faits et les gestes de tout le monde dans le village 3. Punir et corriger les indéclicats Le « Boli » c'est pour tout le monde, le « Do » s'identifie au « Foroba Boli » mais à une exception près car lui il gère les problèmes internes et inter communautaires avec des vertus familiales. La notion du Dieu a évolué dans le temps. En Egypte toute personne qui pouvait faire quelque chose était un Dieu. Tout être humain est animé par une énergie créatrice, l'homme lui-même à d'une parcelle du Dieu lui permettant de faire des choses qui n'ont jamais été faites au paravent. Le fétiche individuel est fabriqué par des matières énergétiques assemblées. Les matières inspirent de l'énergie vers le fétiche en déterminant ses missions (qui peut être positive ou négative) et le nourrir Un rituel peut se faire avec du lait, du sang, la cola du soleil, de la salive, de l'eau car l'eau détient la mémoire de la nuit des temps ; elle est la source de vie et c'est l'un des 4 éléments de la matières (le vent, l'air, la terre et l'eau) qui sont étudiés lors des initiations. Chaque être humain à une signature ADN relevant des 4 éléments de la matière. La célébration des anniversaires sont des occasions qu'on données aux autres de nous détruire car le fait de connaître votre date de naissance permet de savoir quelle est votre signature énergétique et à partir de là on peut vous détruire, c'est pourquoi les anniversaires ne se fêtaient pas chez les Bobos. Le fétiche individuel dépend de l'orientation donnée par son propriétaire. Les fétiches sont des armes pour nous protéger.
Questions / réponses	✓ Est-ce qu'il y a une loi qui explique que le noir était le seul à être violenté ? ✓ Est-ce qu'une nécessité que ça soit nous les noirs et non les blancs ✓ Quelle chance avons-nous à que ce les valeurs ancestrales que nous avons règlent notre vie ? Quelques éléments de réponses ✓ Le nomadisme est la principale cause principale de violence, car on est forcé de se déplacer beaucoup, il faut s'adapter aux différentes conditions de vie. Donc la violence est liée au nomadisme et au voyage. ✓ La spiritualité doit être mise en valeur car elle repose sur le paradigme communautaire développé pour leur besoin de cohésion, de cohabitation et de gestion quotidienne de leurs affaires, il faut accepter ce que nous sommes

5. Publications

Comme à son habitude, GREAT a informé son public cible à travers ses traditionnelles revues, à savoir les Great_Cahiers, le Great_Savoir, la Great_Formation mais aussi par la base de connaissances qu'elle alimente par des données aussi bien nationales qu'internationales. Au-delà de la distribution via un mailing list, ces documents sont accessibles sur le site Internet de GREAT <https://greatmali.net>.

5.1. Les GREAT_Cahiers

Titre	Impact de la migration sur la productivité agricole des pays du Sahel sur la période de 2000-2020
Numéro	87
Date de publication	Janvier – Mars 2024
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	19 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Crise sécuritaire et Renforcement de lien entre les Maliens
Numéro	88_1
Date de publication	Avril – Juin 2024
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	24 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Fourniture de services d'eau et d'assainissement au Mali "Un défi"
Numéro	88_2
Date de publication	Avril – Juin 2024
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	14 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	La Politique Nationale de Coopération au Développement Groupe de réflexion autour des BRICS
Numéro	89
Date de publication	Juillet – Septembre 2024
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	10 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Elaboration de la vision et de la stratégie nationale de développement du Mali à moyen et long termes - Analyse structurelle
Numéro	90_1
Date de publication	Octobre – Décembre 2024
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	15 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Élaboration de la vision 2063 et de la Stratégie nationale de développement du Mali à moyen terme - Diagnostic stratégique et évaluation du CREDD 2019-2023
Numéro	90_2
Date de publication	Octobre – Décembre 2024
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	190 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

5.2. Le GREAT_Savoir

Titre	Identité nationale et lien sociaux à l'épreuve de la crise sécuritaire au Mali
Numéro	157
Date de publication	Janvier 2024
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Confiance et tolérance sociale au mali
Numéro	158
Date de publication	Février 2024
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Justification des violences conjugales par les hommes au Mali
Numéro	159
Date de publication	Mars 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Des chocs climatiques au Mali
Numéro	160
Date de publication	Avril 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	La problématique du crédit à l'économie
Numéro	161
Date de publication	Mai 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Pauvreté, inégalités et vulnérabilité
Numéro	162
Date de publication	Juin 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Le processus de décentralisation au Mali
Numéro	163
Date de publication	Juillet 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Choix géostratégique et souveraineté
Numéro	164
Date de publication	Août 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Scénario "Du sursaut national"
Numéro	165
Date de publication	Septembre 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Scénario "Du tout Etat"
Numéro	166
Date de publication	Octobre 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Scénario "Du tout social"
Numéro	167
Date de publication	Novembre 2024
Auteurs	
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Scénario "Une souveraineté contrariée"
Numéro	168
Date de publication	Décembre 2024
Auteurs	
Nombre de pages	pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

5.3. La Great_Formation

Titre	Eléments statistiques d'économétrie
Numéro	01
Date de publication	Janvier 2024
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	35
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Introduction à l'économétrie
Numéro	02
Date de publication	Mars 2024
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	38
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Modèle linéaire général
Numéro	03
Date de publication	Juin 2024
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	22
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Problèmes économétriques et modélisation
Numéro	04
Date de publication	Septembre 2024
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	25
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Modèles de séries temporelles
Numéro	05
Date de publication	Septembre 2024
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	27
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.4. Base de connaissances

Conformément à son objectif qui est de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tout moyen propre au développement des sciences sociales et plus particulièrement de la science économique pour un développement durable du Mali et de l'humanité dans son ensemble, GREAT publie des résultats de recherche et d'études.

Les publications de GREAT sont distribuées en copies dures, toutes disponibles sur le site web de GREAT (<https://greatmali.net>) dans les rubriques Great_Publication, <https://greatmali.net/category/publications/> pour les Great_Cahiers et Great_Press pour le Great_Savoir et la Great_Formation. De même, le Great_Savoir est accessible sur abonnement.

6. Partenariat

Malgré les tensions de trésorerie consécutivement aux conséquences de la double crise sociopolitique du pays, GREAT a pu réaliser des activités en partenariat avec quelques institutions, de recherche, d'administration publique ou encore du monde des PTF. Ce partenariat est scellé sur la base d'un contrat précis déterminant les mandats de chaque partie prenante.

6.1. Institutions de recherche

Afrobarometer	✓ Réalisation d'enquêtes auprès d'un échantillon de 1'200 adultes maliens sur la démocratie, la gouvernance, la qualité de vie, etc.
IRD	✓ Mesurer et observer les violences
WEF	✓ Enquête auprès des chefs d'entreprise

6.2. Administration publique

DNPD	✓ Travaux de cadrage de la vision 2063
CT/CSLP	✓ Echange sur le démarrage de l'activité SIMALI au titre de 2024 ✓ Examen et validation de la note conceptuelle de la simulation d'impact sur l'appropriation et l'élaboration d'un modèle de simulation ✓ Validation du rapport de protocole d'étude du rapport national sur le développement humain portant sur 1 thème impact de la digitalisation des soins de santé sur la couverture sanitaire universelle au Mali
SWEDD	✓ Evaluation d'impacts
ODHD	✓ Examen et validation du rapport provisoire de l'étude portant sur le thème (profil socioéconomique des communes du Mali, édition 2024)
MEF(DEF)	✓ Réunion d'échange de validation des résultats du cadrage macro-économique actualisé dans le cadre du DPBEP 2025-2027 ✓ Dans le cadre du processus d'élaboration à moyen terme
ONDD	✓ Atelier de dissémination des résultats de l'étude sur les causes et les effets du divorce (avant et après la procédure)
INSTAT	✓ L'atelier retraite portant sur la poursuite des travaux d'élaboration de la matrice de comptabilité sociale (MCS) ✓ Atelier de sensibilisation des producteurs de données de la Science, la Technologie et l'Innovation
Banque Mondiale	✓ Atelier modèle macro-climatique ✓ Modèle macro-climatique qu'organise la Banque Mondiale
MSDS	✓ Validation du rapport de protocole d'étude du rapport national sur le développement humain portant sur 1 thème impact de la digitalisation des soins de santé sur la couverture sanitaire universelle au Mali ✓ Validation des TDR des études, Divers ✓ Validation des TDR des études thématiques, divers ✓ Cérémonie officielle de lancement du rapport mondial sur le développement humain (RDH2023-2024) ✓ Compétences en développement durable au Mali, Divers ✓ Validation du rapport provisoire du RNDH 2023 portant sur le thème « Impact de l'inflation sur le pouvoir des ménages dans le contexte de crise multidimensionnelle au Mali y compris le guide d'entretien, Divers » ✓ Examen technique de la version du rapport national sur le développement humain 2024 dont le thème porte sur l'impact de la digitalisation des soins de santé sur la couverture universelle au Mali, Divers

6.3. Partenaires techniques et financiers

Afrobaromètre	✓ Enquête sur la qualité de la démocratie et la gouvernance au Mali
WEF	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
IRD	✓ Enquêtes téléphoniques
Banque Mondiale	Mali-Note sur la situation de l'économie et de la pauvreté au Mali 2023
MEF	✓ Mali 2023
SWEDD	✓ Enquête à mi-parcours

7. Fonctionnement institutionnel

GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 et signataire d'Accord cadre n°001079 avec l'Etat, dispose de trois niveaux d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La Direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

GREAT, ONG de recherche, a pour vocation en plus de la recherche, la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et de la culture. En 2024, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur (i) Evaluation d'impacts, (ii) Economie de développement (iii) Environnement et assainissement (iv) Genre, (v) Gouvernance. En plus des travaux des études et recherche effectivement menées, à l'instar des années précédentes, GREAT a postulé à diverses offres d'études et de recherche sans succès dans un certain nombre de cas.

A l'instar des années précédentes, GREAT a mené, courant 2024, 3 enquêtes contre 2 en 2023 et 3 en 2022. La première a porté sur la compétitive globale des entreprises pour le Forum économique mondial qui est une enquête annuelle depuis une vingtaine d'années. La deuxième portait sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali qui est une enquête d'Afrobaromètre Round 10, partenaire depuis plus de 20 ans. La troisième porte sur l'enquête ONEF qui est aussi un partenaire depuis plus de 10 ans. S'agissant de la formation, de même qu'en 2023, GREAT a assuré deux ateliers de formation, à savoir la modélisation en équilibre général calculable et l'initiation au logiciel GAMS.

Dans le cadre du renforcements de capacités, le personnel de GREAT a bénéficié de 2 ateliers en élaboration de MCS (Matrice de comptabilité sociale) et le Cadrage macro-budgétaire sur MME-DNPD. GREAT a pris part à deux réunions (statutaire et réunion de travail), 5 ateliers de validation scientifique. Contrairement aux années 2022 et 2023, GREAT a organisé en 2024 un seul Café.

En matière de publication, 6 GREAT _Cahiers, 12 GREAT _Savoir sont à l'actif du groupe. En plus 5 GREAT_Formation ont été publiés et la base de données permanemment actualisée est disponible sur le site de GREAT.

Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, un tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

7.2. Réunions statutaires

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 29 juin 2024. Il a statué sur le Rapport d'activités de l'année 2023 et le Programme d'activités 2024 pour examen, adoption et validation desdits documents suscités. D'entrée de jeu, le président a promis que des rencontres seront

organisées avec les membres du CO et pas seulement à sa seule date de la réunion statutaire. A l'instar des années précédentes, la direction exécutive de GREAT se donne la tâche de traduire l'actualité brûlante en sujets d'études et recherche notamment les études sur le développement durable et sur l'évaluation d'impacts. Durant l'année 2024, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux.

Au total, 3 réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution. Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis.

7.3. Ateliers résidentiels

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels, souvent avec des partenaires externes, pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total, ce sont 6 ateliers de 3 à 4 jours chacun qui se sont tenus en 2024, tous à Koulikoro, contre 7 en 2023.

Objet	Participants	Durée et lieu
Rapport annuel 2023	✓ 5 de GREAT	Du 12 au 14 juin 2024 à Koulikoro
MEGC	✓ 2 de GREAT ✓ 1 personne-ressource	Du 14 au 16 septembre 2024 à Koulikoro
Atelier Afro R10	✓ 3 de GREAT	Du 8 au 10 octobre 2024 à Koulikoro
ONEF et Onu-Femmes	✓ 2 de GREAT ✓ 1 personne-ressource	Du 01 au 01 Novembre 2024 à Koulikoro
ONEF et Onu-Femmes	✓ 3 de GREAT ✓ 2 personnes-ressources	Du 28 Novembre au 01 décembre 2024 à Koulikoro
ONU FEMMES	2 de GREAT	Du 08 au 11 décembre 2024 à Koulikoro

8. Suivi budgétaire

Le suivi budgétaire porte sur le système de gestion mis en place pour assurer le rapportage correct des opérations financières de GREAT mais aussi sur la structure des dépenses de l'organisation et leurs sources de financement.

8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet, entre autres :

- ✓ l'enregistrement régulier de tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ la lecture directe du solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ des prévisions et projections
- ✓ l'évaluation des besoins de trésorerie
- ✓ l'établissement de rapport financier à tout moment.

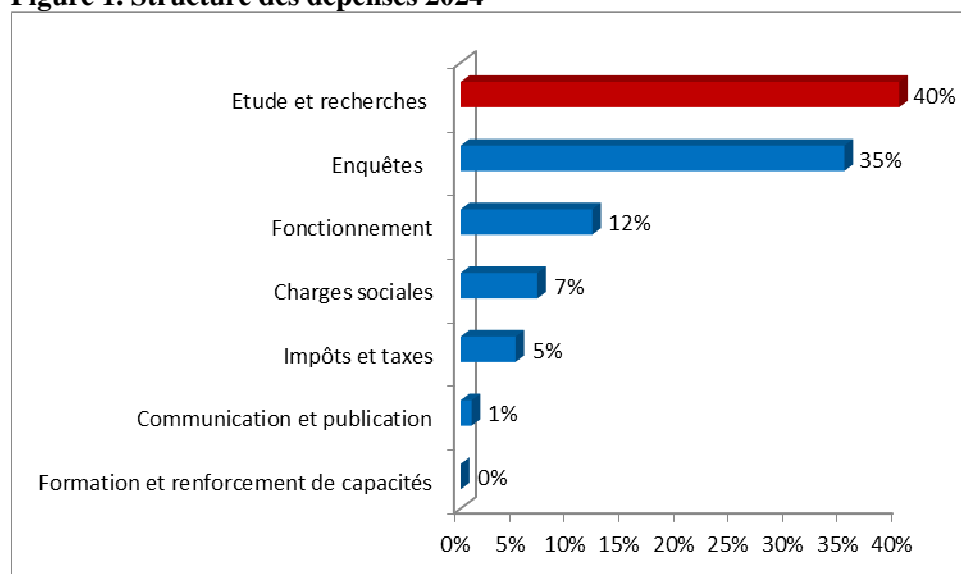
Le suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

8.2. Structure et évolution des dépenses

Les dépenses de GREAT se décomposent en sept rubriques, (i) fonctionnement institutionnel, (ii) enquêtes, (iii) communication et publication, (iv) charges sociales, (v) impôts et taxes, (vi) études et recherches, enfin (vii) formation et renforcement de capacités.

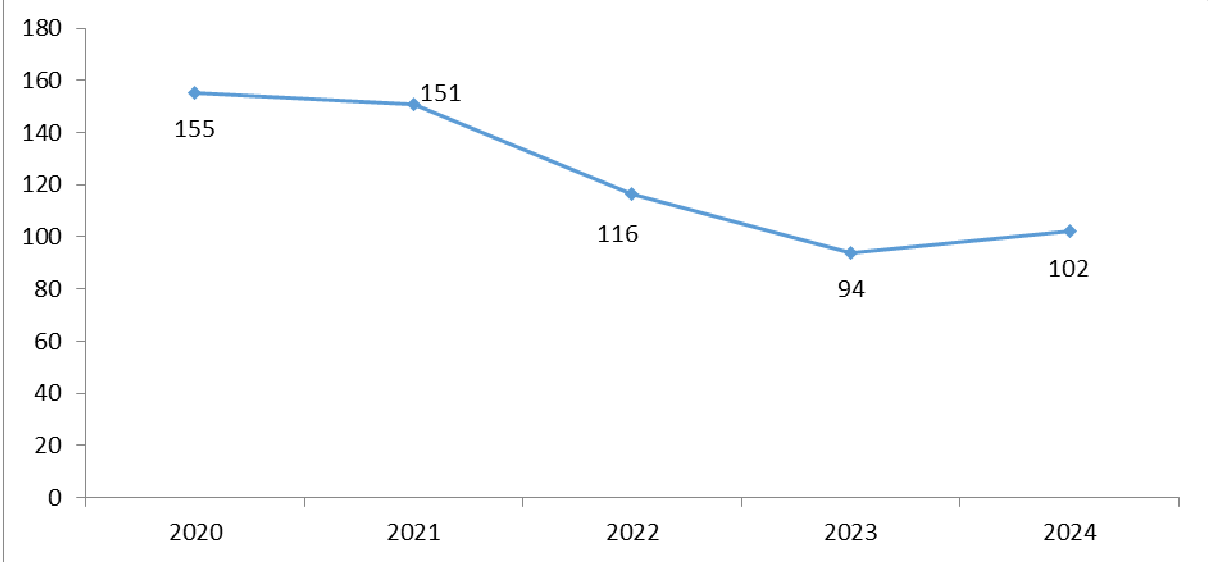
En récapitulant, dans le total des dépenses de 2024, le domaine des études et recherche vient en première position avec 40%, suivi des enquêtes avec 35%, du fonctionnement pour 12%, autant que le cumul des impôts et taxes et des charges sociales, etc.

Figure 1. Structure des dépenses 2024



En dynamique, les dépenses en 2024 marquent une légère augmentation par rapport à l'année 2023 mais en deçà de la période antérieure 2020-2022. Il faut espérer que la dynamique enclenchée se poursuivre afin de remettre GREAT sur le chemin de l'expansion, au bénéfice de la production de savoir au Mali.

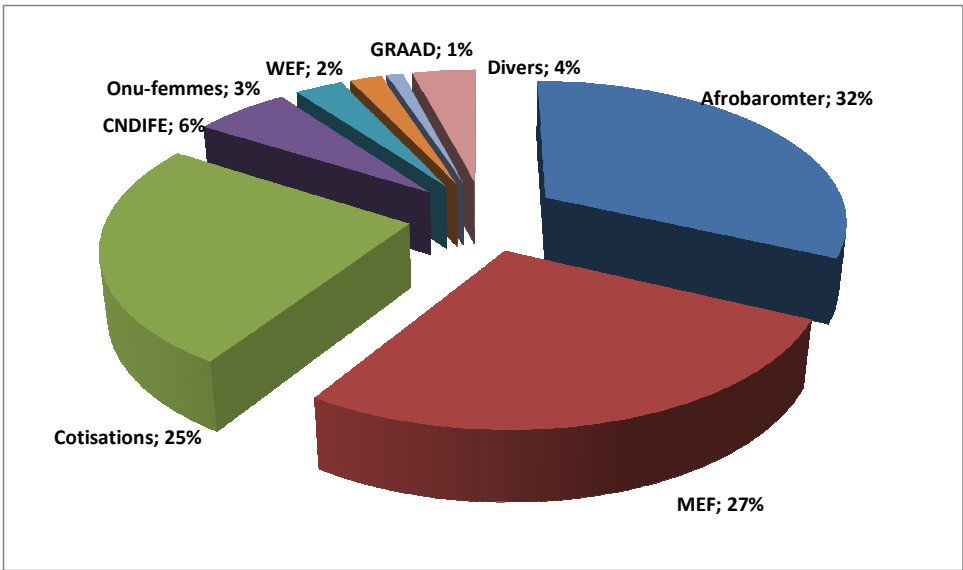
Figure 2. Evolution des dépenses (en millions de FCFA)



8.3. Sources de financement

En 2024, les activités de GREAT ont été financées majoritairement par le réseau Afrobarometer avec 32%, le MEF avec 27%, constituant du coup les deux principaux bailleurs de l'année. En plus des cotisations des associés, GREAT a pu mobiliser par le canal de divers partenaires des montants allant de 6% pour le CNDIFE à 1% pour le GRAAD en passant par 3% pour Onu-femmes, 2% pour le WEF et 4% pour divers autres.

Figure 3. Sources de Financement



9. Programme d'activités 2025

Le tableau ci-contre donne les activités programmées au cours de l'année en fonction des domaines de recherche. Cette programmation peut évoluer en fonction de l'actualité économique du pays mais aussi des partenariats éventuels que GREAT serait appelé à nouer sur des enjeux bien précis.

📄 Programme prévisionnel d'activités 2025

1. Etudes et recherche		Partenaires potentiels
Modèles et stratégies de développement	Construction d'une MCS de simulation d'impacts	MEF
	Elaboration d'un MEGC pour simulation d'impacts de chocs et de politiques publiques	MEF
	Cadrage budgétaire	DGB
	Intégration régionale	MAECI
	Changement climatique	AEDD
Etudes d'impacts	Evaluation de projets	C4ED
	Evaluation d'impacts de la communication	GDRI
	Evaluation d'impacts par modélisation et microsimulation	MEF
	Evaluation d'impacts du coût du travail	ONEF
	Pertes de récoltes, changement climatique et économie circulaire	Universités
Capital humain et genre	Marché du travail	ONEF
	Emploi et formation professionnelle	ONEF
	Economie des soins	ONDD
	Attachement identitaire	ISH
	Attachement partisan	AB
	Mesure et analyse de l'inégalité des sexes	MPFEF
	Discrimination et VBG	PNVBG
	Urbanisation et pauvreté	AB
Démocratie et gouvernance	Santé de la reproduction	AB
	Gouvernance sécuritaire	AB
	Inégale distribution de la justice	AB
	Démocratie, partis politiques et élections	AB
	Evaluation comparative des perceptions de la gouvernance	AB
2. Enquêtes	TIC et liberté de presse	AB
	Enquêtes auprès des entreprises	
	Enquête de suivi-évaluation	
	Enquête de perceptions	
	Enquêtes de perceptions	
	Evaluation d'impacts	
	Enquêtes auprès des écoles et instituts de formation professionnelle	
3. Formation et renforcement de capacités	Enquêtes auprès des exploitations agricoles	
	Renforcement de capacités sur ARGIS	
	Renforcement de capacités en méta-analyse	
	Renforcement de capacités sur Eviews	
	Renforcement de capacités sur la comptabilité des ISBL	
	Formation au traitement de bases de données	
	Formation en modélisation économique	
	Formation sur SPSS	
4. Communication	Formation à la gestion axée sur les résultats de développement	
	Les Great_Cahiers	
	Le Great_Savoir	
	La Great_Formation	
	Le Great_Café	
	Les Great Capsules (Vidéos)	
	Actualisation de la Base de connaissances de GREAT	
	Dissémination des résultats d'études	
5. Publications	Conférences et colloques	
	Les Great_Cahiers	
	Le Great_Savoir	
	Le Great_Café	

	La Great_Formation	
	Rapport d'activités 2025 de GREAT	
6. Partenariat	INSTAT, CPS et Observatoires	
	Afrobarometer	
	CPM (Comité de prévision et de modélisation)	
	CSLP	
	Universités	
	IBP	
	World Economic Forum	
	IGM	
	AERC	
	INPS	
	PNUD	
	MEF	
	SWEDD	
	Banque mondiale	
	Secteur privé	
	Participation événementielle	
	Rapportage d'études	
7. Fonctionnement institutionnel	Révision du plan stratégique	
	Révision du plan de plaidoyer	
	Révision de plan de communication	
	Révision de plan de mobilisation de ressources	
	Réunions régulières des instances	

Conclusions

L'année 2024 a été une année de défis pour le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) sur le plan de la diversification du partenariat mais aussi de la mobilisation des ressources financières. En effet, GREAT a subi les conséquences de la crise géopolitique et économique du pays face aux partenaires traditionnels du pays. Au plan international, les partenaires traditionnels ont continué à s'éloigner du pays à cause des choix stratégiques des hautes autorités de l'AES, les partenaires venant de ces pays étant les principales sources de financement des études et recherche en Afrique en général et au Mali en particulier.

Malgré ce contexte difficile, GREAT a cherché à s'adapter en investissant massivement dans la recherche de partenaires nationaux. C'est ainsi que GREAT a pu tisser des relations de collaboration avec la Direction générale du budget (DGB), l'Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle (ONEF), le Centre national de documentation et d'information sur la femme et l'enfant (CNDIFE), etc. En plus de ces collaborations, GREAT a, à travers le réseau Afrobarometer, mobilisé des ressources pour faire face à son fonctionnement.

Toujours dans le cadre de la collaboration, GREAT a pu exécuter des études sur le travail de soins au Mali sur financement Onu-Femmes. En effet, le travail de soins est essentiel au bien-être des personnes et de la planète. Il s'agit pour cette thématique non seulement de se préoccuper des autres mais aussi de prendre soin d'eux et de donner des soins et recevoir des soins. De sa portée, cette thématique semble avoir de l'avenir pour notre pays, d'abord au regard de l'existence de peu de documentations nationales et du peu de compétences. GREAT, en s'insérant dans cette thématique, pourra valoriser et même exporter ses compétences dans la sous-région.

Dans la poursuite de l'élaboration de la vision 2063 du pays, GREAT a élaboré 4 scénarios de vision qui sont tous des bréviaires dans lesquels l'Etat ou les pouvoirs publics peuvent puiser pour imaginer l'avenir possible du pays. Ces notes ont fait l'objet de publications dans des policy briefs.

L'atelier de rédaction du rapport annuel de GREAT a permis à l'équipe de programmer une série d'activités pour l'année 2025 dans ses domaines de prédilection, entre autres, la modélisation et les stratégies de développement, les études d'impacts, la gouvernance et la démocratie, etc. Par ailleurs, un effort a été fait dans la capitalisation des modules de formation qui ont donné lieu à publication.